



**DATÉ** 2022

**UNIVERSITÉ DE ESSEX (1)**

**et**

**UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR (2)  
POUR SA  
FACULTÉ DE DROIT ET SCIENCE  
POLITIQUE**

---

**ACCORD DE COLLABORATION  
RELATIF AU PROGRAMME DE  
DOUBLE-DIPLOMATION**

---

**LA PRÉSENTE ENTENTE** est conclue le **DDMMYYYY**

**ENTRE:**

- (1) **L'UNIVERSITY OF ESSEX**, Wivenhoe Park, Colchester, CO4 3SQ, Royaume-Uni («Université de Essex»); et

**UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR**, Grand Château, 28 Avenue de Valrose, 06103, Nice, France pour sa FACULTÉ DE DROIT ET SCIENCE POLITIQUE **ATTENDU QUE**

- (A) Université de Essex et Université Côte d'Azur souhaitent conclure un accord de collaboration en vue d'offrir un programme d'enseignement supérieur à double diplôme enseigné au Royaume-Uni et en France dans les conditions indiquées ci-après.
- (B) Université de Essex et Université Côte d'Azur approuveront et valideront chacun un programme de double diplôme, les deux premières années étant dispensées par Université de Essex au Royaume-Uni et la dernière année par Université Côte d'Azur en France, ce qui aboutira à un double diplôme. Les étudiants retenus et passant avec succès les épreuves se verront délivrer le diplôme de chaque établissement, chacun reconnaissant réciproquement la période d'études effectuée chez le partenaire.
- (C) Le présent accord définit les attentes mutuelles que les parties ont l'une envers l'autre en ce qui concerne le programme, ainsi que les conditions et modalités générales, entre autres, des arrangements universitaires, financiers, techniques, administratifs, de gestion et autres convenus entre les parties relatives au programme.
- (D) L'objectif du programme est de favoriser les échanges entre les deux établissements d'enseignement supérieur et de faciliter la collaboration entre Université de Essex et Université Côte d'Azur dans l'enseignement et la recherche.
- (E) En outre, les parties reconnaissent qu'Université de Essex et Université Côte d'Azur fournissent d'autres programmes qui ne sont pas approuvés/validés par l'autre partie et qui ne relèvent pas du champ d'application du présent accord.

**IL EST PAR LES PRÉSENTES CONVENU** de ce qui suit :

**1 Interprétation**

- 1.1 Dans le présent accord, les mots et expressions suivants ont le sens qui leur est attribué :

<b>«Appel académique»</b>	s'entend d'une demande écrite d'un étudiant demandant une recommandation ou une décision concernant son évaluation scolaire, sa progression ou sa bourse ;
<b>«Infraction Académique»</b>	désigne une tentative d'un étudiant d'obtenir un avantage injuste dans toute évaluation formelle telle qu'énoncée dans les infractions académiques de l'Université

	d'Essex ou d'Université Côte d'Azur, ou des procédures équivalentes;
<b>«Année académique»</b>	désigne la période de douze (12) mois telle que déterminée par le calendrier universitaire propre à chaque partie ;
<b>«Diplôme»</b>	désigne les diplômes décernés par Université de Essex et Université Côte d'Azur à un Etudiant ;
<b>«Bureau des examinateurs»</b>	désigne pour le Diplôme d'Université de Essex un comité constitué conformément au Règlement d'Université de Essex et pour le Diplôme d'Université Côte d'Azur un comité constitué conformément au Règlement d'Université Côte d'Azur ;
<b>«Loi sur la corruption»</b>	<p>en ce qui concerne le droit du Royaume-Uni, renvoie au Bribery Act 2010 et à toute loi subordonnée adoptée en vertu de cette loi, ainsi que toute directive ou tout code de pratique émis par le ministère compétent concernant cette loi ;</p> <p>en ce qui concerne le droit français, renvoie à la Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique et toute législation subordonnée adoptée en vertu de cette loi, ainsi que toute directive ou code de conduite émis par le ministère compétent concernant cette législation ;</p>
<b>«Date d'entrée en vigueur»</b>	a le sens qui lui est attribué à l'article 23.1 ;
<b>«Informations commercialement sensibles»</b>	<p>signifie toute information :</p> <p>a) dont la divulgation serait susceptible de porter préjudice aux intérêts commerciaux de la Partie divulgatrice ; ou</p> <p>b) qui constitue un secret commercial de la partie divulgatrice ;</p>

<b>«CMA»</b>	désigne l'autorité britannique de la concurrence et des marchés ou toute autorité qui lui succède ;
<b>«CMA Guidance»</b>	s'entend des orientations publiées par la CMA en matière de protection des consommateurs pour les étudiants de l'enseignement supérieur en Angleterre et au Pays de Galles ;
<b>«Co-Directeurs»</b>	désigne les responsables du programme académique désignés par Université de Essex et Université Côte d'Azur pour coordonner et gérer le programme de double diplôme ;
<b>«Informations confidentielles»</b>	désigne toute donnée ou autre information fournie ou divulguée par l'une ou l'autre des parties à l'autre partie (que ce soit avant ou après la date d'entrée en vigueur et qu'elle soit fournie par écrit, verbalement ou autrement) qui est désignée par écrit comme confidentielle, déclarée confidentielle ou qui devrait raisonnablement être considérée comme confidentielle dans les circonstances de divulgation, notamment les renseignements relatifs aux affaires, aux propriétés, aux actifs, aux pratiques commerciales, aux développements, aux secrets industriels, aux connaissances, au personnel, aux étudiants et aux fournisseurs de la partie ayant fourni des informations ;
<b>«Lois sur la consommation»</b>	en ce qui concerne le droit du Royaume-Uni, renvoie au Consumer Protection Act 2015 du Royaume-Uni et toute législation subordonnée adoptée en vertu de cette loi ; les Consumer Contracts (Information, Cancellation and Additional charges) Regulations 2013 du Royaume-Uni et le Consumer Protection from Unfair Trading Regulations 2008 du Royaume-Uni ;
<b>«CTSA»</b>	en ce qui concerne le droit du Royaume-Uni, renvoie au Counter Terrorism and Security Act 2015 du Royaume-Uni et toute

loi subordonnée adoptée en vertu de cette loi, ainsi que toute directive ou tout code de pratique émis par le ministère compétent concernant la législation ;

en ce qui concerne le droit français, renvoie à la loi du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme et toute législation subordonnée adoptée en vertu de cette loi, ainsi que toute directive et/ou tout code de pratique émis par le ministère concerné concernant la législation ;

**«Data Futures»**

signifie le programme de transformation du HESA du Royaume-Uni, qui fournira une nouvelle approche de la collecte de données auprès des prestataires de l'enseignement supérieur du Royaume-Uni;

**«Législation sur la protection des données»**

désigne le DPA, le RGPD et toute autre loi applicable relative à la protection des données personnelles et à la vie privée des personnes ;

**«Partie divulgatrice»**

désigne l'Information confidentielle de la Partie et/ou l'Information commercialement sensible à l'autre Partie ou pour le compte de laquelle l'Information confidentielle et/ou l'Information commercialement sensible sont détenues par l'autre Partie ;

**«Double diplôme»**

s'entend d'un diplôme qui est élaboré et délivré conjointement par deux organismes d'attribution de diplômes, les étudiants devant terminer une période d'études dans chaque établissement et, une fois le programme terminé avec succès recevoir le Diplôme de chaque établissement ;

**«DPA»**

en ce qui concerne le droit du Royaume-Uni, renvoie à la loi britannique de 2018 sur la protection des données (UK Data Protection Act 2018) ;

en ce qui concerne le droit français, renvoie à la Loi du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles ;

**«EIR»**

en ce qui concerne le droit du Royaume-Uni, renvoie au règlement de 2004 sur l'information en matière d'environnement, ainsi que toute directive et/ou tout code de pratique émis par le Commissaire à l'information ou le service gouvernemental compétent en rapport avec ce règlement ;

en ce qui concerne le droit français, renvoie au Code de l'environnement ainsi que tout guide et/ou code de pratique émis par le service gouvernemental compétent en rapport avec de tels règlements ;

**«Inscription»**

en ce qui concerne Université de Essex et Université Côte d'Azur, le processus par lequel un étudiant est admis à un programme et par lequel un dossier est dressé sur le programme ou le module qu'il va suivre ;

**«Loi sur l'égalité»**

en ce qui concerne le droit du Royaume-Uni, renvoie à la loi de 2010 sur l'égalité et toute loi subordonnée adoptée en vertu de cette loi , ainsi que toute directive ou code de pratique publié par le Commissaire à l'information ou le ministère compétent concernant cette législation ;

en ce qui concerne le droit français renvoie aux dispositions des articles 225-1, 225-2 et 225-3 du Code pénal ;

**«Examineur externe»**

personne(s) nommée(s) par Université de Essex, à sa discrétion absolue, pour s'acquitter des fonctions énoncées dans le Règlement d'Université de Essex ;

**«FOIA»**

en ce qui concerne le droit du Royaume-Uni, renvoie au Freedom of Information Act 2000 et toute loi subordonnée adoptée en vertu de cette loi, ainsi que toute directive et/ou tout code de pratique émis par le Commissaire à l'information ou le ministère concerné en rapport avec cette législation ;

en ce qui concerne le droit français, renvoie à la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté

de la presse et toute loi d'application promulguée en application de cette loi ;

**«Force Majeure»**

s'entend, à l'égard de l'une ou l'autre des parties, de toute cause empêchant l'une ou l'autre d'exécuter l'une ou l'autre de ses obligations aux termes de la présente entente et qui découle d'actes, d'événements, d'omissions ou d'accidents indépendants de la volonté raisonnable de la partie ainsi empêchée ou qui est attribuable à ceux-ci, notamment toute grève ou autre forme d'action collective, guerre, émeute, troubles civils, terrorisme, dommage malveillant, conformité à une loi ou ordonnance gouvernementale, règlement ou directive, accident, défaillance de matériel ou d'installations, incendie, inondation, tempête ou catastrophe naturelle ;

**«GDPR»**

désigne le règlement général sur la protection des données (UE) 2016/679 ;

**«HESA»**

organisme officiel chargé de la collecte et de la publication de données statistiques sur l'enseignement supérieur (et/ou tout organisme qui lui succéderait et qui remplirait essentiellement la même fonction) ;

**«Loi sur les droits de l'homme»**

en ce qui concerne le droit du Royaume-Uni, renvoie à la loi britannique de 1998 sur les droits de l'homme et toute législation subordonnée adoptée de temps à autre en vertu de cette loi, ainsi que toute directive ou code de pratique publié par le ministère compétent concernant cette législation ;

en ce qui concerne le droit français, renvoie à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen et toute législation subordonnée adoptée en vertu de cette loi, ainsi que toute directive ou code de pratique émis par le ministère compétent concernant cette législation ;

**«Information»**

désigne les informations enregistrées sous quelque forme que ce soit ;

<b>«Droits de propriété intellectuelle»</b>	désigne tous les droits de propriété intellectuelle dans le monde entier pendant toute la durée des droits concernés, enregistrés ou non et enregistrables ou non, y compris, sans limitation, les droits d'auteur, les droits de base de données, les brevets, les droits sur les inventions, le savoir-faire et les informations techniques, les droits sur les dessins et modèles, les dessins enregistrés ou non, les marques commerciales (notamment commerciales, industrielles et de marque, les noms de société, les noms d'usine et de produits et les logos) et le droit de demander un des enregistrements dans le monde entier
<b>«Matériels»</b>	s'entend de tout cours, module ou leçon, de toute publication d'aide à l'enseignant ou de tout matériel de marketing, sous forme imprimée ou électronique, y compris, mais sans s'y limiter, tout matériel sur lequel les droits de propriété intellectuelle peuvent subsister, y compris, mais sans s'y limiter, les documents, images, graphiques, bandes sonores, logiciels et pages Web ;
<b>«Loi sur l'esclavage moderne»</b>	en ce qui concerne le droit du Royaume-Uni, renvoie au Modern Slavery Act 2015 du Royaume-Uni et toute législation subordonnée adoptée en vertu de cette loi, ainsi que toute directive et/ou tout code de pratique émis par le service gouvernemental compétent concernant la législation ;  en ce qui concerne le droit français, renvoie à la Loi n° 2013-711 du 5 août 2013 portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France et toute législation subordonnée adoptée en vertu de cette loi ainsi que toute directive et/ou code de pratique émis par le ministère compétent concernant cette législation ;



<b>«Modules»</b>	désigne une combinaison spécifique d'éléments académiques qui, lorsqu'ils sont combinés, forment un programme ;
<b>«OIA»</b>	désigne le Bureau britannique de l'arbitre indépendant pour l'enseignement supérieur (UK Office of the Independent Adjudicator for Higher Education) ;
<b>«OfS»</b>	désigne l'Office for Students du Royaume-Uni, qui est un organisme public indépendant et un organisme de réglementation de l'enseignement supérieur en Angleterre, ou tout organisme qui lui succède ;
<b>«Partie d'origine»</b>	désigne la partie responsable de la création et/ou de l'élaboration du matériel de programme pertinent ;
<b>«Groupe de gestion des partenariats»</b>	désigne le groupe stratégique officiel établi par Université de Essex et Université Côte d'Azur pour superviser le partenariat conformément à l'article 3 ;
<b>«Comité de gestion du programme»</b>	désigne le groupe opérationnel établi par Université de Essex et Université Côte d'Azur qui gère le fonctionnement du programme de double diplôme conformément à l'article 3 ;
<b>«Partie»</b>	désigne une partie à la présente entente et <b>«Parties»</b> désigne les deux parties à la présente entente ;
<b>«Programme»</b>	désigne le programme d'enseignement supérieur décrit à l'annexe 1 qui constitue un programme d'études composé de modules et menant à un double diplôme décerné par chacune des parties en vertu du présent accord ;
<b>«Programme IPR»</b>	désigne tout Droit de Propriété Intellectuelle sur les Programmes (et/ou tout Module) et le Matériel du Programme ;

<b>«Spécifications du programme»</b>	désigne le document qui contient la structure et le contenu académique du Programme, y compris les conditions d'admission, les objectifs du Programme, les résultats d'apprentissage et les moyens par lesquels ces résultats d'apprentissage sont atteints et évalués, ainsi que tout autre élément spécifique du Programme, tel que modifié par Université de Essex et Université Côte d'Azur, et qui est soumis à l'approbation des deux Parties par leurs processus et comités ou conseils respectifs (selon le cas) d'approbation/validation ;
<b>«Date de début du programme»</b>	désigne la date de début de chaque programme, telle qu'elle est précisée à l'annexe 1 ;
<b>«QAA»</b>	désigne l'Agence britannique d'assurance qualité pour l'enseignement supérieur (Quality Assurance Agency for Higher Education) et/ou tout organisme qui lui succéderait et qui remplirait essentiellement la même fonction ;
<b>«Partie réceptrice»</b>	désigne la partie qui reçoit des renseignements confidentiels et/ou des renseignements commercialement sensibles d'une partie divulgatrice ;
<b>«Organes représentatifs»</b>	désigne l'organe administratif académique au sein de chaque partie exerçant, directement ou par délégation, les pouvoirs et responsabilités du doyen de la faculté, du directeur de l'Unité de formation et de recherche ou du directeur de l'École, selon le cas ;
<b>«Demande de renseignements»</b>	s'entend d'une demande de renseignements présentée (ou réputée présentée conformément à la loi sur la liberté d'information ou au Règlement sur l'assurance-emploi, selon le cas) en vertu de cette loi ou de ce Règlement ;
<b>«Règles d'évaluation»</b>	désigne les règles spécifiques approuvées par Université de Essex et Université Côte

	d'Azur qui seront utilisées pour déterminer les résultats à la fin de chaque évaluation académique pour un Étudiant inscrit et ce auprès de chaque partie au programme ;
<b>«Services»</b>	désigne les obligations et responsabilités assumées par Université de Essex et Université Côte d'Azur et décrites à la clause 2 ;
<b>«Esclavage et traite des êtres humains»</b>	<p>en ce qui concerne le droit du Royaume-Uni a le sens défini à l'article 54 du Modern Slavery Act du Royaume-Uni ;</p> <p>en ce qui concerne le droit français a le sens défini à l'art. 225-4-1 du Code pénal.</p>
<b>«Étudiant»</b>	s'entend d'une personne inscrite auprès de chaque partie au programme ;
<b>«Marques commerciales»</b>	désigne soit les marques commerciales enregistrées et non enregistrées d'Université de Essex ou d' Université Côte d'Azur, notifiées à l'autre partie par écrit ;
<b>«Diplôme d'Université Côte d'Azur»</b>	désigne le diplôme délivré par Université Côte d'Azur dans le cadre du Programme ;
<b>«Règlement d'Université Côte d'Azur»</b>	désigne l'ensemble ou une partie des politiques, procédures et réglementations (y compris les procédures académiques et d'assurance qualité) d' Université Côte d'Azur relatives directement ou indirectement au Programme ;
<b>«Personnels d'Université Côte d'Azur»</b>	désigne les personnels, consultants et agents d' Université Côte d'Azur engagés pour l'exécution du présent Contrat ;
<b>«Diplôme d'Université de Essex»</b>	désigne le diplôme décerné par Université de Essex dans le cadre du programme ;
<b>«Règlement d'Université de Essex»</b>	désigne l'ensemble ou une partie des politiques, procédures et règlements (y compris les procédures académiques et d'assurance qualité) d'Université de Essex

se rapportant directement ou indirectement aux Programmes ;

**«Personnels d'Université de Essex»** désigne les employés, consultants et agents d'Université de Essex qui participent à l'exécution de la présente convention ;

**«UK Quality Code»** désigne le Code de qualité pour l'enseignement supérieur du Royaume-Uni, tout comme ses possibles amendements ;

**«Validation»** désigne le processus par lequel Université de Essex et Université Côte d'Azur approuvent un cours et déterminent si le programme proposé est d'un niveau et d'une qualité d'enseignement conforme au cadre britannique des qualifications pour l'enseignement supérieur ou au cadre français d'enseignement et si Université de Essex et Université Côte d'Azur disposent du personnel, des ressources matérielles, des procédures administratives et universitaires nécessaires pour offrir le programme selon les normes et qualités requises ;

**«Rapport de validation»** désigne un rapport produit par Université de Essex détaillant la Validation au Programme et incluant toutes les conditions à remplir par Université de Essex ou Université Côte d'Azur relatives à l'offre du Programme menant à l'attribution du Diplôme ;

**«Jour ouvrable»** signifie du lundi au vendredi mais ne comprend pas les samedis, dimanches ou jours fériés au Royaume-Uni ou en France.

- 1.2 Dans la présente convention, à moins que le contexte n'en dispose autrement, les mots au singulier comprennent le pluriel et les mots au pluriel comprennent le singulier et l'utilisation d'un genre comprend l'autre.
- 1.3 Toute référence à un considérant, à une clause, à une annexe ou à un appendice renvoie aux considérants, aux clauses, aux annexes ou aux appendices de la présente entente et toute référence à un paragraphe, à un alinéa ou à un sous-alinéa renvoie à un paragraphe, à un alinéa ou à un sous-alinéa du considérant, de la clause, de l'annexe ou de l'annexe où il figure.

- 1.4 Les annexes, les appendices et les considérants font partie intégrante de la présente entente et entrent en vigueur comme s'ils étaient intégralement énoncés dans le corps de la présente entente et toute référence à la présente entente comprend les annexes, les appendices et les considérants.
- 1.5 En cas de conflit entre les dispositions du corps du présent accord et les dispositions des annexes, appendices et considérants, les dispositions du corps du présent accord prévalent.
- 1.6 Les titres des clauses sont insérés uniquement pour des raisons de commodité et n'affectent pas l'interprétation de la présente convention.
- 1.7 Toute référence à une « personne » inclut les personnes physiques ou morales, qu'elles soient de droit public ou privé.
- 1.8 Un renvoi à une loi ou à une disposition législative est un renvoi à cette loi ou à cette disposition législative dans sa version modifiée, prorogée ou consolidée (que ce soit avant, à la date de l'entente ou par la suite), et à tous les textes réglementaires ou décrets ou autres lois subordonnés pris en vertu de celle-ci de temps à autre.
- 1.9 Tous les mots qui suivent les termes « **y compris** », « **incluant** », « **en particulier** » ou toute expression similaire, doivent être interprétés comme illustratifs et ne doivent pas limiter le sens des mots, de la description, de la définition, de la phrase ou du terme précédant ces termes. Lorsque le contexte le permet, les mots suivant le terme « **autres** » sont donnés à titre indicatif et ne doivent pas limiter le sens des mots qui les précèdent.
- 1.10 Chaque partie informe l'autre partie, dans un délai raisonnable, de tout changement, ajout ou suppression concernant les politiques et/ou procédures relatives au présent accord ou s'y appliquant.

## **2 Droits et responsabilités des parties**

- 2.1 Conformément aux exigences du Règlement d'Université de Essex, Université de Essex validera le Programme de Double Diplôme et, en vertu du Règlement d'Université Côte d'Azur, Université Côte d'Azur approuvera le Programme de Double Diplôme en vertu du présent accord et entreprendra un processus de revalidation/approbation sur une base périodique, sans dépasser les cinq ans après la (re)validation précédente. Pour Université Côte d'Azur, le programme de double diplôme ne peut excéder la période d'accréditation des diplômes accordée à Université Côte d'Azur.
- 2.2 Université de Essex et Université Côte d'Azur fourniront le Programme conformément aux dispositions de l'Annexe 1, à moins que les parties n'en conviennent autrement par écrit.
- 2.3 Les parties conviennent que chaque partie prendra en charge ses propres frais, dépenses ou pertes encourus dans la préparation d'un programme de validation/approbation et dans la conduite des examens de validation, que le programme de double diplôme soit approuvé ou non pour être délivré conjointement par Université de Essex et Université Côte d'Azur.
- 2.4 Université de Essex et Université Côte d'Azur assurent la promotion et la diffusion du programme, étant entendu que tout matériel de promotion utilisant les marques Université de Essex et Université Côte d'Azur doit être approuvé au préalable par chaque partie conformément à la clause 5.

- 2.5 Chaque partie doit, pendant la durée de la présente convention et pendant une période de sept (7) ans suivant l'expiration ou la résiliation de la présente convention, tenir des registres et des livres comptables complets, véridiques et équitables en anglais pour Université de Essex et en français pour Université Côte d'Azur, contenant tous les renseignements nécessaires pour vérifier et calculer les honoraires et frais payés et reçus en vertu des présentes. Les parties peuvent, seules ou par l'entremise d'un prête-nom, examiner ces registres et livres pendant les heures normales d'ouverture, moyennant un préavis écrit.
- 2.6 Université de Essex et Université Côte d'Azur fourniront les Services relatifs aux Etudiants, contenus dans les présentes, conformément aux normes établies par tout établissement national d'évaluation reconnu au Royaume-Uni et en France et concerné par l'assurance qualité de l'enseignement supérieur, tel que le QAA au Royaume-Uni, et tout organisme équivalent en France et conformément aux termes et conditions du présent Accord et à tous les règlements de Université Côte d'Azur et de Université de Essex applicables aux dispositions énoncées dans le présent Accord. Dans l'exercice de ses responsabilités, Université Côte d'Azur apportera son soutien autant que faire se peut à Université de Essex pour l'aider à remplir ses obligations en vertu de l'OfS britannique ou du QAA Quality Code tel que modifié de temps à autre.
- 2.7 Les services mentionnés à la clause 2.6 comprennent :
- 2.7.1 répondre aux demandes de renseignements éventuelles des étudiants concernant les programmes de double diplôme dans le cadre de la présente entente ;
  - 2.7.2 le recrutement, la sélection (agissant conjointement dans cette procédure de sélection), l'inscription et l'enregistrement des étudiants dans le Programme conformément aux termes de l'Accord et à condition que ces étudiants puissent être admis comme Etudiants dans le Programme conformément aux critères d'admissibilité convenus entre Université de Essex et Université Côte d'Azur ;
  - 2.7.3 la publication d'informations aux Étudiants sur le Programme de Double Diplôme et la nature des diplômes pour lesquels ils s'inscrivent, sous réserve de la licence accordée par Université de Essex ou Université Côte d'Azur dans la clause 5 et des restrictions sur l'utilisation des Marques d'Université de Essex ou d'Université Côte d'Azur contenues dans la clause 5 (en s'assurant à tout moment que ces informations soient exactes et actuelles) ;
  - 2.7.4 pendant les études à Université de Essex, offrir à tous les étudiants une initiation au Programme pertinent, y compris une introduction au contenu de la deuxième et dernière année du programme, aux règlements applicables d'Université de Essex, à l'accès aux ressources pédagogiques et au soutien aux étudiants, et pendant les études à Université Côte d'Azur, offrir une initiation à la dernière année du Programme, aux règlements applicables d'Université Côte d'Azur, aux ressources pédagogiques et au soutien aux étudiants.
  - 2.7.5 chaque Partie est responsable, pendant que les étudiants se trouvent dans son établissement, du bien-être, de la santé et de la sécurité au travail, des services d'orientation et des services aux étudiants, de la formation, de l'information et

de l'orientation en tenant compte de toute disposition pertinente du UK OfS, du UK Quality Code ou de toute autre directive nationale française pertinente ;

- 2.7.6 maintenir et mettre à jour régulièrement et raisonnablement les dossiers de l'étudiant, comme le prévoient les modalités de la présente entente, les deux parties fournissant toutes les données exactes et complètes sur l'étudiant afin de permettre à l'autre partie de l'inscrire et de tenir à jour les dossiers de l'étudiant électroniquement ou sur papier dans les locaux de chaque partie ;
- 2.7.7 chaque Partie est responsable de confirmer le statut d'étudiant inscrit auprès de tout organisme extérieur qui en fait la demande et qui satisfait aux exigences de déclaration ou autre exigence des organismes de réglementation, pour Université de Essex, tel que décrit à la clause 7 ;
- 2.7.8 pendant ses études à Université de Essex ou à Université Côte d'Azur, chaque Partie est responsable de l'enseignement, de l'évaluation et de l'appréciation de chaque Programme qui se déroule sur son campus respectif, et s'assure que l'examen du Programme est conforme aux spécifications du Programme, produisant et distribuant tout le matériel pédagogique nécessaire aux étudiants ;
- 2.7.9 le traitement des appels académiques, des questions disciplinaires concernant les étudiants et des plaintes des étudiants conformément aux dispositions de la présente convention et aux politiques et règlements pertinents d' Université Côte d'Azur et d'Université de Essex, selon le cas ;
- 2.7.10 la mise à disposition d'équipements sociaux et de loisirs pour les étudiants pendant leurs études à Université de Essex et à Université Côte d'Azur ;
- 2.7.11 chaque Partie perçoit les frais de scolarité facturés aux Etudiants inscrits au Programme pendant leur période d'études à Université de Essex ou à Université Côte d'Azur ;
- 2.7.12 la responsabilité finale de chaque Partie, ainsi que l'entière discrétion et le pouvoir de décision concernant toutes les questions relatives au Programme conduisant à la délivrance du Diplôme LLB d'Université de Essex ou au Diplôme de Licence d' Université Côte d'Azur, selon le cas, en ce qui concerne le Programme ;
- 2.7.13 l'obtention du diplôme approprié d'Université de Essex et d'Université Côte d'Azur à la suite de la réussite aux examens de chaque année par l'étudiant du programme de double diplôme ;
- 2.7.14 il incombe à chaque partie de veiller à ce qu'un avis écrit des résultats soit envoyé aux étudiants à leurs domiciles, cet avis étant accompagné du relevé de notes (ou l'équivalent), indiquant les résultats des étudiants à l'issue de chaque année ;
- 2.7.15 délivrer des certificats de réussite d'Université de Essex et d'Université Côte d'Azur aux étudiants ayant réussi leurs études dans le cadre du présent Programme ;

- 2.7.16 chaque Partie accorde aux Etudiants et Diplômés du Programme le même statut et les mêmes droits qu'aux autres Etudiants et Diplômés de la Partie ;
- 2.7.17 Université de Essex et Université Côte d'Azur approuvent conjointement tous les modes d'évaluation des programmes ;
- 2.7.18 à la discrétion d'Université de Essex, approuver les procédures de décision concernant les progrès des étudiants dont les résultats contribuent au Diplôme d'Université de Essex et à la discrétion d'Université Côte d'Azur, approuver les procédures de décision concernant les progrès des étudiants dont les résultats contribuent au Diplôme d'Université Côte d'Azur ;
- 2.7.19 la composition du Bureau des examinateurs et des procédures pour l'Université de Essex et du Jury de délibération pour Université Côte d'Azur. Pour Essex, chaque programme doit avoir au moins un examinateur externe nommé et payé par Université de Essex. Les fonctions des examinateurs externes sont déterminées par Université de Essex ;
- 2.7.20 traiter les demandes de renseignements reçues directement d'Université de Essex ou d'Université Côte d'Azur concernant les programmes, de sorte que les détails de chacune de ces demandes soient communiqués à l'autre partie en temps utile.
- 2.8 En outre, Université de Essex aura la responsabilité de faire des déclarations de données statistiques comme indiqué dans la clause 7, pour les étudiants inscrits à tout programme et/ou de fournir des informations pour le Royaume-Uni et d'autres agences (par exemple OfS, HESA) le cas échéant ;
- 2.9 Université de Essex est responsable de garantir l'accès à ses installations aux étudiants pendant qu'ils étudient à Essex et Université Côte d'Azur est responsable de garantir l'accès à ses installations aux étudiants pendant qu'ils étudient à Université Côte d'Azur. Université de Essex et Université Côte d'Azur se consulteront à l'avance si l'une ou l'autre des parties propose d'apporter des changements importants aux installations, qui pourraient nuire à la qualité des services universitaires ou non universitaires offerts aux étudiants.
- 2.10 Les étudiants suivront le Règlement d'Université de Essex en ce qui concerne le Programme menant au Diplôme d'Université de Essex et suivront le Règlement d'Université Côte d'Azur en ce qui concerne le Programme menant au Diplôme d'Université Côte d'Azur. Université de Essex et Université Côte d'Azur peuvent modifier ou retirer n'importe lequel de leurs Règlements à tout moment et se réservent le droit d'introduire de nouveaux règlements à tout moment pendant la durée du présent Accord. Université de Essex et Université Côte d'Azur fourniront à l'autre partie ces règlements modifiés ou nouveaux en temps voulu et travailleront ensemble pour déterminer un calendrier approprié pour le retrait ou l'introduction, selon le cas, de ces règlements d'Université de Essex ou d'Université Côte d'Azur, afin d'apporter les changements nécessaires dans un délai raisonnable.
- 2.11 Les parties conviennent de respecter les dispositions administratives décrites à l'annexe 1 et fourniront les services dont elles sont responsables avec tout le soin, la compétence et la diligence nécessaires et selon les normes établies par les deux parties ou, si elles ne le font pas expressément, comme il est raisonnable de s'y attendre.



- 2.12 L'exécution des programmes et les examens des étudiants se dérouleront conformément aux spécifications du programme et, sauf accord contraire des parties, pendant les deux premières années, l'évaluation aura lieu à Université de Essex et pendant la dernière année, à Université Côte d'Azur. Université de Essex et Université Côte d'Azur n'ont aucune obligation d'aider les Etudiants à obtenir des visas pour voyager au Royaume-Uni ou en France pour quelque raison que ce soit.

### **3 Programme(s) : Gouvernance et organisation générale**

- 3.1 Le programme offert dans le cadre de la présente entente est indiqué à l'annexe 1 et est signé par les deux parties.
- 3.2 Le programme est proposé conjointement par chacune des parties conformément au présent accord.
- 3.3 Pour le programme, chaque partie désigne parmi son personnel un ou plusieurs codirecteurs dont la mission est d'assurer :
- 3.3.1 le fonctionnement, la coordination et l'exécution du programme ;
  - 3.3.2 l'examen de la soumission du Programme à des organisations externes pour évaluation, reconnaissance et accréditation ;
  - 3.3.3 la diffusion des informations à donner aux étudiants sur le Programme et l'accueil des nouveaux étudiants du Programme ;
  - 3.3.4 l'examen en cours de la qualité du Programme et l'élaboration de recommandations en vue de son renforcement ;
  - 3.3.5 l'examen des propositions de modification du programme et des modules qui en font partie, afin de garantir que les objectifs d'apprentissage soient atteints ;
  - 3.3.6 la préparation de l'examen périodique du programme, qui aura lieu au moins une fois tous les cinq ans.
- 3.4 Le comité de gestion du programme se compose conjointement des co-directeurs de chaque partie responsable du programme. Il dispose d'une délégation pour superviser la qualité des normes d'enseignement, ce qui inclut, entre autres, les points suivants :
- 3.4.1 l'approbation des spécifications du programme, telles que définies en Annexe 1 spécifique au programme ;
  - 3.4.2 l'évolution continue du programme, y compris l'élaboration de nouveaux modules, les innovations pédagogiques ou l'évaluation des étudiants participant au programme, le développement d'une base de ressources et l'amélioration des processus qualité ;
  - 3.4.3 le suivi de la qualité du Programme en termes de buts et d'objectifs. Suivi annuel des programmes de cours, admission, progression et réussite des étudiants, questions d'enseignement, d'apprentissage et d'évaluation, soutien pédagogique et administratif aux étudiants ;

- 3.4.4 la mise en œuvre de mesures correctives pour résoudre les problèmes identifiés au cours du processus de suivi annuel (tel que défini au paragraphe 3.4.1) ;
  - 3.4.5 l'examen des résultats des évaluations externes, des audits et des accréditations, l'évaluation des retours des étudiants et des statistiques pertinentes, y compris, mais sans s'y limiter, celles concernant les admissions, l'égalité des chances, les progrès et les réalisations des étudiants, et l'orientation professionnelle ou universitaire des nouveaux diplômés.
- 3.5 Pour le Programme, chaque partie désigne également un coordinateur administratif parmi son personnel.
  - 3.6 Les parties conviennent que les organes représentatifs de chaque partie conservent le pouvoir final d'examiner, d'approuver, de modifier ou de rejeter toute proposition importante concernant le programme, y compris sa suspension, pendant la durée du présent accord.
  - 3.7 S'il existe des organismes d'accréditation pour les programmes, il incombe à chaque Partie de prendre contact avec ces organismes dans son propre pays et de faire les efforts raisonnables pour tenir ces parties externes informées de tout changement concernant chaque programme qui pourrait être pertinent pour son accréditation.
  - 3.8 Université de Essex et Université Côte d'Azur établiront un groupe de gestion du partenariat qui sera responsable de la supervision du partenariat.
  - 3.9 Le groupe de gestion du partenariat est présidé par un représentant de haut niveau d'Université de Essex et de Université Côte d'Azur, composé de cadres supérieurs compétents de chaque institution et se réunit au moins une fois par année universitaire pour examiner les questions stratégiques, opérationnelles et de développement présentant un intérêt pour le partenariat.
  - 3.10 Le groupe de gestion du partenariat a le pouvoir d'établir les sous-comités nécessaires à l'exécution de son mandat et de régler ses affaires (y compris les questions relatives au quorum et à la fréquence des réunions) ou de déléguer des questions aux membres du groupe de gestion du partenariat ou à toute autre personne qu'il juge appropriée.

#### **4 Droits de propriété intellectuelle**

- 4.1 Toute œuvre protégeable par le droit d'auteur (hors droit d'auteur attaché au logiciel) et constitutive ou non du programme appartient exclusivement à la/aux personne(s) physique(s), tel que l'enseignant, qui en est/sont à l'origine. Nonobstant ce qui précède, les parties conviennent que les autres droits de propriété intellectuelle du programme (DPI) ou tout autre droit de propriété intellectuelle créé, par l'une des parties appartiennent à la partie employeur de la personne à l'origine de la création et/ou du développement du matériel du programme concerné («**la partie d'origine**»), sauf accord contraire écrit entre les parties.
- 4.2 Ni l'une ni l'autre des parties ne peut :
  - 4.2.1 apporter des modifications à l'un quelconque des Matériels du Programme ou à d'autres documents (sous forme physique ou électronique) dans la mesure

où ils contiennent les DPI du Programme qui lui sont concédés sous licence dans cette clause 4, sans l'autorisation écrite préalable de la Partie d'origine ;

- 4.2.2 sciemment causer ou permettre un dommage à l'un des DPI du Programme ou tout autre droit de propriété intellectuelle détenu ou utilisé par la Partie d'origine ou une atteinte au caractère distinctif ou à la validité de ces droits ou à la bonne volonté de la Partie d'origine à cet égard.
- 4.3 La partie d'origine accorde, par les présentes, à l'autre partie, pour la durée du présent accord, une licence non exclusive, libre de redevances, non transférable et révocable (sans droit de sous-licence) d'utiliser (sous réserve des conditions du présent accord) les DPI du programme dont elle est titulaire et sous réserve des droits accordés à des tiers dans la mesure où cette utilisation est raisonnablement nécessaire aux fins de la réalisation du programme par l'autre partie conformément au présent accord, mais à aucune autre fin que celle expressément autorisée par celui-ci sans autorisation écrite préalable de la partie d'origine.
- 4.4 Sauf disposition expresse dans la présente entente, les parties n'ont aucun droit à l'égard de tout droit de propriété intellectuelle appartenant à la partie d'origine ou utilisé par elle ou du goodwill (force d'attraction de la clientèle) qui lui est associé, et les parties reconnaissent par les présentes que, sauf disposition expresse dans la présente entente, elles ne peuvent acquérir aucun droit à cet égard et que tous ces droits et goodwill sont et demeurent la propriété légale et bénéficiaire de la partie d'origine.
- 4.5 Les parties s'abstiennent d'accomplir ou d'autoriser un tiers à accomplir tout acte qui invaliderait ou pourrait invalider ou pourrait être incompatible avec le DPI du programme ou tout autre droit de propriété intellectuelle détenu ou utilisé par la partie d'origine et n'omettent ni n'autorisent un tiers à omettre d'accomplir tout acte qui, par son omission, aurait un tel effet.
- 4.6 Chaque partie notifie rapidement et intégralement à l'autre partie toute violation réelle, présumée ou imminente des DPI du programme de l'autre partie ou de tout autre droit de propriété intellectuelle appartenant à l'autre partie ou utilisé par elle et dont elle a connaissance, y compris tout ce qui peut constituer une action en contrefaçon ou un acte de concurrence déloyale donnant lieu à des poursuites, ainsi que toute réclamation de tiers dont elle a connaissance et dont la commercialisation et/ou l'exécution des programmes viole tout autre droit et elle doit le faire, à la demande et aux frais de l'autre partie, y compris les frais d'avocat raisonnables engagés par la partie (à condition que ces frais aient été convenus à l'avance par écrit par l'autre partie), faire tout ce qui peut raisonnablement être nécessaire pour aider l'autre partie à engager ou à résister à toute procédure relative à une telle violation ou réclamation.

## **5 Licences de marques commerciales**

- 5.1 Essex accorde par les présentes à Université Côte d'Azur une licence non exclusive, non transférable, révocable et libre de redevance pour l'utilisation de la marque de commerce d'Université de Essex pendant la durée du présent contrat pour la promotion et la publicité des programmes qui font l'objet du présent contrat.
- 5.2 Université Côte d'Azur accorde par les présentes à Essex une licence non exclusive, non transférable, révocable et libre de redevance pour l'utilisation de la marque Université Côte d'Azur pendant la durée du présent Contrat exclusivement pour la promotion et la publicité

des Programmes faisant l'objet de la présente Convention. Toute promotion/publicité devra respecter la charte de publication et communication d'Université Côte d'Azur.

- 5.3 Tout matériel utilisant la Marque Universitaire doit être approuvé par chaque Partie par écrit avant utilisation. Les deux parties se réservent le droit d'exiger que des modifications soient apportées à tout matériel dans un délai déterminé. Le défaut d'apporter les modifications requises sera considéré comme une violation importante de la présente convention. Toute publicité utilisant les marques déposées des universités d'Université de Essex doit identifier les universités d'Université de Essex directement avec les programmes qui font l'objet du présent accord et ne pas lier les universités à toute autre disposition. Les universités fournissent à chaque partie une copie de toute mise à jour de leurs informations commerciales.
- 5.4 Aucune des parties n'utilise ou ne demande l'enregistrement comme marque de commerce d'une marque de commerce qui (de l'avis exclusif de la partie concernée) ressemble suffisamment au nom et/ou au logo et/ou aux marques commerciales de l'autre partie qu'elle est susceptible de créer une confusion ou de tromper sur des biens, services ou autres produits, sauf dans la mesure autorisée par écrit par ladite partie.
- 5.5 Université Côte d'Azur reconnaît qu'Essex est propriétaire des marques commerciales d'Université de Essex et ne doit rien faire qui diminue les droits d'Université de Essex sur les marques commerciales d'Université de Essex ou revendiquer un titre sur les marques commerciales d'Université de Essex autrement qu'en tant que titulaire de licence aux termes du présent accord. Université Côte d'Azur indiquera que les marques commerciales d'Université de Essex sont la propriété d'Université de Essex par l'utilisation appropriée du libellé suivant (ou toute autre alternative convenue par écrit entre les parties) :
- «[Marque déposée par Université de Essex] est une marque déposée par Essex, Royaume-Uni.»
- 5.6 Essex reconnaît que Université Côte d'Azur est propriétaire des marques commerciales d'Université Côte d'Azur et ne doit rien faire qui diminue les droits d'Université Côte d'Azur sur les marques commerciales ou revendiquer un titre sur les marques commerciales autrement qu'en tant que titulaire de licence aux termes du présent contrat. Essex indiquera que les marques commerciales d'Université Côte d'Azur sont la propriété d'Université Côte d'Azur par l'utilisation appropriée du libellé suivant (ou toute autre alternative convenue par écrit entre les parties) :
- «[Marque déposée par Université Côte d'Azur] est une marque déposée par Université Côte d'Azur, France.»
- 5.7 Les parties conviennent à l'avance des protocoles à utiliser pour faire des annonces à la presse ou d'autres annonces publiques, ou pour diffuser sous quelque forme que ce soit tout matériel de marketing ou autre matériel publicitaire ou communiqués relatifs à la présente entente. La forme et les modalités de l'annonce ou de la publication des documents seront également convenues par les parties. Sous réserve du respect du reste de l'article 5, une fois que les parties se sont entendues par écrit sur le format des protocoles de diffusion et de promotion de la marque, aucune autre approbation écrite n'est requise avant leur publication pendant la durée du présent accord.

- 5.8 La procédure d'obtention de l'approbation décrite à l'article 5.7 prévoit que la partie qui demande l'approbation doit soumettre par écrit à une personne désignée par l'autre partie, selon les conseils de celle-ci, tous les projets de documents visés à l'article 5.7 avant toute utilisation par cette partie de ces documents. Cette autre personne disposera d'un mois pour donner son approbation ou formuler ses réserves. Passé ce délai d'un mois et en l'absence de réponse de cette autre partie, son approbation sera réputée acquise.

## **6 Dispositions financières**

- 6.1 Pendant la durée du présent accord et pour la période d'inscription pertinente, chaque partie recevra les frais d'inscription pertinents, dont le montant est déterminé par l'établissement accueillant les étudiants. Les étudiants sélectionnés par Université Côte d'Azur sont inscrits à Université Côte d'Azur pendant toute la durée de leur parcours. Ils sont, pendant leur période d'études à Université de Essex, dispensés du paiement des frais d'inscription à Université Côte d'Azur. Les étudiants sélectionnés par Université de Essex ont à faire connaître leur volonté d'achever le Programme à Université Côte d'Azur durant la première année de leur cursus à Université de Essex. Cette décision emporte obligation de s'inscrire administrativement à Université Côte d'Azur. Ils sont, pendant leur période d'étude à Université de Essex, dispensés du paiement des frais d'inscription à Université Côte d'Azur et versent les frais d'inscription à Université de Essex lorsqu'ils effectueront leur troisième année à Université Côte d'Azur.
- 6.2 Chaque Partie se chargera de la facturation et de la perception des droits d'inscription au sein de son établissement, droits qui peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter : la facturation des frais de scolarité aux étudiants et aux organismes de bourse, y compris tous les frais d'inscription externes nécessaires. Les frais d'inscriptions à Université de Essex demandés aux étudiants du programme, européens non britanniques, résidant en Europe, ne peuvent pas être supérieurs à plus de 15% des frais dont doivent s'acquitter les étudiants britanniques. Autant que possible une bourse d'étude sera allouée par Université de Essex aux étudiants européens non britanniques, résidant en Europe, afin de pallier le différentiel des frais d'inscription entre étudiants britanniques et étudiants européens non britanniques.
- 6.3 Aucune partie ne peut exiger :
- 6.3.1 le paiement par les Etudiants des frais de scolarité s'ils ne sont pas inscrits auprès d'elle, ils s'acquittent de leurs droits d'inscription auprès de leur université d'origine (celle où ils sont inscrits en première et deuxième année) ; ni,
  - 6.3.2 le paiement par l'autre partie de tous les frais et/ou dépenses découlant du présent accord, sauf convention contraire écrite préalable entre les parties.

## **7 Gestion des données sur les élèves et production de rapports**

- 7.1 En décernant un diplôme de l'Université de Essex, Université de Essex est responsable de s'assurer que les données conservées par Université Côte d'Azur sur les étudiants qui étudient en vue d'obtenir un diplôme de l'Université de Essex sont exactes et gérées correctement. Université de Essex agit comme responsable de traitement et Université Côte d'Azur est sous-traitant.

- 7.2 Les données sur les étudiants peuvent devoir être transmises directement à des agences ou organismes de réglementation nationaux ou internationaux (ex. : OFS, HESA), pour répondre aux exigences actuelles ou futures (ex. : Data Futures) d'Université Côte d'Azur ou d'Université de Essex. Université de Essex fournira des conseils et un soutien appropriés au personnel d'Université Côte d'Azur en matière de transmission de données sur les étudiants, que les données soient retournées à une agence externe ou à un organisme de réglementation directement par Université Côte d'Azur et/ou par Essex. Université de Essex fournira des conseils à Université Côte d'Azur pour résoudre tout problème qui pourrait survenir lors de la production ou de la compilation des données sur les étudiants.
- 7.3 Université Côte d'Azur est responsable de la gestion et de la qualité des données relatives aux étudiants qui suivent des programmes d'études menant à l'obtention d'un Diplôme d'Université de Essex, conformément aux exigences des agences externes ou des organismes de réglementation.
- 7.4 Université Côte d'Azur fournira à Université de Essex des données exactes, complètes et à jour sur les Etudiants, relatives aux Etudiants et aux Programmes pour Etudiants qui étudient en vue d'obtenir un diplôme d'Université de Essex, afin de permettre à Essex de répondre aux exigences des agences externes ou des organismes de réglementation, selon les besoins. Université Côte d'Azur fournira ces données dans les délais déterminés par Essex et informera Essex si des problèmes surviennent lors de la production ou de la compilation des données de l'Etudiant. Si Université Côte d'Azur est chargée de transmettre directement des données sur les étudiants à des agences externes ou à des organismes de réglementation, elle le fera dans le respect des délais publiés et informera Essex lorsque la transmission sera terminée.
- 7.5 Essex et/ou des agences externes ou des organismes de réglementation peuvent entreprendre un examen de la façon dont les données de l'étudiant sont gérées. Université Côte d'Azur mettra à la disposition d'Université de Essex, d'une agence externe ou d'un organisme de réglementation, des informations relatives à la manière dont les données de l'Etudiant sont conservées et maintenues pour soutenir les activités de révision.

## **8 Appels et plaintes des étudiants, infractions académiques en matière d'études**

- 8.1 Tous les étudiants auront accès à la procédure d'appel académique d'Université de Essex pendant les trois années du Programme en relation avec le Diplôme délivré par Université de Essex, le fonctionnement de cette procédure devant être convenu séparément par Université de Essex et Université Côte d'Azur.
- 8.2 Tous les Etudiants auront accès à la procédure de recours académique d'Université Côte d'Azur pendant les trois années du Programme en relation avec le Diplôme d'Université Côte d'Azur, le fonctionnement de cette procédure devant être convenu séparément par Université Côte d'Azur et Université de Essex.
- 8.3 Tous les Etudiants sont soumis à la politique d'Université de Essex en matière de délits académiques pendant les trois années du Programme en relation avec le Diplôme d'Université de Essex, le fonctionnement de cette politique devant être convenu séparément par Université de Essex et Université Côte d'Azur.
- 8.4 Tous les Etudiants sont soumis à la politique d'Université Côte d'Azur en matière de délits académiques pendant les trois années du Programme en relation avec le Diplôme

d'Université Côte d'Azur, le fonctionnement de cette politique devant être convenu séparément par Université Côte d'Azur et Université de Essex.

- 8.5 Tous les Etudiants sont assujettis aux politiques, règlements et procédures d'Université de Essex en matière de plaintes non académiques pendant leur période d'études à Université Essex.
- 8.6 Tous les Etudiants sont assujettis aux politiques, règlements et procédures d'Université Côte d'Azur en matière de plaintes non académiques pendant leur période d'études à Université Côte d'Azur.
- 8.7 Une fois qu'un Etudiant a épuisé tous les niveaux du processus de plainte non académique d'Université Côte d'Azur, en tant qu'Etudiant d'Université de Essex, l'Etudiant ne peut accéder aux procédures de plainte d'Université de Essex qu'à l'étape de la révision, comme indiqué dans la politique d'Université de Essex sur les plaintes. Les décisions d'Université de Essex se limiteront à évaluer si Université Côte d'Azur a suivi correctement ses procédures.
- 8.8 En ce qui concerne le Diplôme d'Université de Essex, tous les Etudiants peuvent déposer une plainte ou interjeter appel auprès du BIA si l'étudiant a épuisé toutes les procédures officielles d'Université de Essex concernant la plainte ou l'appel. Université de Essex est tenue d'envoyer une lettre d'achèvement des procédures à l'un de ces Etudiants. La lettre informe l'étudiant que s'il n'est pas satisfait du résultat, il peut déposer une plainte auprès du Bureau de l'audit interne, à condition que la plainte soit recevable en vertu de ses règles et que le formulaire de demande soit soumis au Bureau dans les douze mois suivant la date de la lettre de fin des procédures publiée par Essex.
- 8.9 Tous les Etudiants qui commettent, ou sont présumés avoir commis une infraction non académique, alors qu'ils étudient à Université de Essex sont considérés selon les procédures disciplinaires d'Université de Essex, le cas échéant.
- 8.10 Tout Etudiant qui commet, ou est présumé avoir commis une infraction non académique, pendant ses études à Université Côte d'Azur est considéré comme ayant fait l'objet des procédures disciplinaires d'Université Côte d'Azur, le cas échéant.

## **9 Personnel d'Université de Essex et d'Université Côte d'Azur**

- 9.1 Chaque partie est responsable de l'emploi ou de l'engagement et, le cas échéant, de la cessation de l'emploi ou de l'engagement des employés et autres membres du personnel qu'elle utilise pour s'acquitter de ses obligations en vertu du présent accord, notamment le paiement de tous les coûts, frais et honoraires de recrutement et de cessation de fonctions, primes, dépenses (y compris les frais juridiques et autres frais professionnels), rémunération, émoluments et autres obligations liés à la mission et l'emploi (et à la cessation de ces mission et emploi) de tels employés et autres agents. Chaque partie met tout en œuvre pour s'assurer que ses employés et les autres membres de son personnel possèdent les qualifications, les compétences et l'expérience nécessaires pour s'acquitter des obligations et des fonctions qui lui incombent en vertu du présent accord. Chaque partie notifie sans délai à l'autre partie tout changement important de personnel ou d'autres ressources pouvant affecter l'exécution de ce programme de double diplôme.
- 9.2 Sous réserve des dispositions du présent accord, Université de Essex est responsable de la structure de gestion, de l'organisation, de l'affectation et du déploiement du personnel

d'Université de Essex pour ce programme de double diplôme. Université Côte d'Azur est responsable de la structure de gestion, de l'organisation, de l'affectation et du déploiement du personnel d'Université Côte d'Azur pour ce programme de double diplôme.

- 9.3 Le personnel académique d'Université de Essex enseignant dans ce programme est soumis aux conditions d'emploi d'Université de Essex. Le personnel académique d'Université Côte d'Azur enseignant dans ce programme est soumis aux conditions d'emploi en vigueur à Université Côte d'Azur. Les parties faciliteront la mobilité enseignante entre les partenaires dans le cadre du programme de double-diplôme. La mobilité des enseignants d'Université de Essex dans les modules qui seraient dispensés à Université Côte d'Azur sera, autant que possible, financée par Université Côte d'Azur. La mobilité des enseignants d'Université Côte d'Azur pour enseigner dans les modules dispensés à Université de Essex sera, autant que possible, financée par Université de Essex.
- 9.4 Université de Essex et Université Côte d'Azur conserveront des dossiers de personnel contenant des informations détaillées, vérifiées et mises à jour sur les qualifications de tout le personnel d'Université de Essex et d'Université Côte d'Azur impliqué dans le programme de double diplôme.
- 9.5 Université de Essex et Université Côte d'Azur sont chacun responsables de l'intégration, du développement et de la formation de leur propre personnel. Université de Essex et Université Côte d'Azur conserveront des dossiers écrits de cette formation et de ce perfectionnement.

## **10 Gestion et propriété des actifs**

- 10.1 Université de Essex et Université Côte d'Azur fourniront un environnement d'apprentissage approprié pour l'enseignement du programme de double diplôme qui est d'un niveau approuvé et/ou requis dans le cadre de la validation du programme et Université Côte d'Azur consultera Université de Essex à l'avance si Université Côte d'Azur propose d'apporter des changements importants aux installations qui pourraient nuire à la qualité des prestations universitaires ou non universitaires pour les étudiants.
- 10.2 Université de Essex sera responsable de la gestion de tous les locaux et installations en vertu de la clause 10.1 pour les modules étudiés à Université de Essex. Université Côte d'Azur est responsable de la gestion de tous les locaux et installations conformément à la clause 10.1 pour les modules étudiés à Université Côte d'Azur. Cette responsabilité comprend l'entretien à court et à long terme, l'assurance et la sécurité de ces locaux.

## **11 Confidentialité**

- 11.1 Tous les renseignements confidentiels fournis ou divulgués par l'une ou l'autre des parties (la «**partie divulgatrice**») à l'autre partie (la «**partie réceptrice**») en vertu de la présente entente (les «**Informations confidentielles**») demeurent la propriété de la partie divulgatrice et sont traités par la partie réceptrice comme confidentiels.
- 11.2 La partie réceptrice ne doit pas, pendant la durée de la présente entente ou par la suite, utiliser les Informations confidentielles de la partie réceptrice ou divulguer ces Informations confidentielles à un tiers, sauf dans la mesure raisonnablement nécessaire à l'exécution de ses obligations et devoirs aux termes de la présente entente. Avant qu'une telle divulgation ne soit faite, la partie réceptrice doit obtenir de la partie divulgatrice son accord.



Une fois l'accord obtenu, la partie réceptrice devra informer ces tierces personnes des obligations de confidentialité en vertu de la présente entente et doit obtenir de ces personnes par la signature d'un écrit un engagement approprié en matière de confidentialité.

- 11.3 Les obligations de la partie réceptrice en vertu des paragraphes 11.1 et 11.2 cessent de s'appliquer à :
- 11.3.1 toute information confidentielle de ce genre qui est ou devient accessible au public en général autrement que par une violation de la présente clause ;
  - 11.3.2 toute information confidentielle dont la partie réceptrice peut prouver qu'elle était légalement connue du receveur au moment de sa réception de la part du divulgateur et qu'elle n'était assujettie à aucune obligation de confidentialité existante ;
  - 11.3.3 toute information confidentielle qui a été légalement reçue d'un tiers sans restriction ou violation de toute obligation de confidentialité ;
  - 11.3.4 toute divulgation des Informations confidentielles en vertu d'une ordonnance judiciaire ou d'une autre ordonnance gouvernementale légale ; et
  - 11.3.5 dans le cas où la partie destinataire est Université de Essex, la divulgation d'Informations confidentielles pour permettre à la partie destinataire de se conformer aux obligations de divulgation d'information contenues dans la FOIA ou la DIE.
- 11.4 Aucune des parties ne peut, sans l'autorisation écrite préalable de l'autre partie, divulguer, publier ou rendre public les modalités ou le contenu de la présente entente, sauf dans les cas prévus aux articles 11.3.4 et/ou 11.3.5.

## **12 L'accès à l'information**

- 12.1 Université Côte d'Azur reconnaît qu'Université de Essex est soumise aux exigences de la FOIA et de l'EIR et convient de coopérer et de fournir toute l'assistance nécessaire et raisonnable pour répondre à toute demande raisonnable d'assistance qui pourrait être demandée par Université de Essex pour lui permettre de se conformer à ses obligations en vertu de la FOIA et/ou de l'EIR selon le cas.
- 12.2 Nonobstant le caractère général de la clause 12.1, Université Côte d'Azur fournira à Université de Essex dans les meilleurs délais suivant la réception d'une demande d'aide de la part d'Université de Essex les renseignements en sa possession ou en son pouvoir qui peuvent être raisonnablement demandés afin d'aider Université de Essex à respecter ses obligations en vertu de la FOIA et/ou de l'EIR selon le cas.
- 12.3 Les Parties reconnaissent et conviennent qu'Université de Essex sera responsable de déterminer, à son entière discrétion, si les Informations Confidentielles ou les Informations Commercialement Sensibles d'Université Côte d'Azur détenues par elle ou en son nom :
- 12.3.1 sont exemptées de l'obligation de divulgation en vertu de la Loi sur la liberté d'information et/ou du Règlement sur l'équité en matière d'emploi, selon le cas ;  
ou

12.3.2 doivent être divulguées en réponse à une demande de renseignements,

étant entendu, toutefois, qu'Université de Essex doit consulter Université Côte d'Azur avant de faire une telle divulgation et doit accorder à Université Côte d'Azur le droit de s'opposer ou de se protéger contre toute divulgation d'informations confidentielles ou commercialement sensibles d'Université Côte d'Azur.

12.4 Université de Essex reconnaît qu'Université Côte d'Azur doit se conformer à la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à diverses mesures visant à améliorer les relations entre l'administration et le public, et Université de Essex s'engage à coopérer et à fournir toute assistance nécessaire dont Université Côte d'Azur pourrait raisonnablement avoir besoin pour se conformer à ses obligations.

12.5 Nonobstant le caractère général de la clause 12.4, Université de Essex fournira à Université Côte d'Azur, dans les meilleurs délais suivant la réception d'une demande d'assistance d'Université Côte d'Azur, les informations en sa possession ou en son pouvoir qui peuvent raisonnablement être demandées afin d'aider Université Côte d'Azur à remplir ses obligations en vertu de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978.

### **13 Protection des données**

13.1 Les deux parties conviennent que les dispositions de l'annexe 2 s'appliquent au traitement des données à caractère personnel, en vertu desquelles l'Université de Essex est un responsable de traitement en dehors de l'UE et Université Côte d'Azur est un responsable de traitement sous-traitant au sein de l'UE.

### **14 Assurance**

14.1 Chacune des Parties souscrit et maintient auprès d'une compagnie d'assurance réputée une police d'assurance responsabilité civile professionnelle et/ou d'autres polices d'assurance fournissant une couverture complète et raisonnable à l'égard de toutes les responsabilités qui peuvent être encourues par cette Partie en vertu ou en relation avec le présent Accord.

14.2 Chaque partie doit produire pour l'autre partie, sur demande, des copies de toutes les polices d'assurance visées au paragraphe 14.1 ou d'autres preuves confirmant l'existence ou l'étendue de la couverture offerte par ces polices, ainsi que des reçus ou autres preuves du paiement de la prime due aux termes de ces polices.

### **15 Responsabilité**

15.1 En plus de tout autre recours à la disposition d'Université de Essex, Université Côte d'Azur (sauf en cas de décès ou de préjudice corporel résultant de la négligence d'Université de Essex ou en cas de fraude ou de fausse déclaration frauduleuse de la part d'Université de Essex) convient irrévocablement et inconditionnellement d'indemniser Université de Essex intégralement et sur demande et de tenir Université de Essex ainsi indemnisée de toute réclamation, demande, action ou poursuite engagée ou engagée contre Université de Essex et de tous dommages, les pertes (y compris toutes les pertes consécutives et indirectes) qui en découlent, y compris tous les frais et dépenses (y compris les honoraires d'avocats et d'autres conseillers professionnels), prévisibles ou non à la date de conclusion du présent contrat, encourus ou subis par Université de Essex directement ou indirectement en raison de réclamations contre Université de Essex résultant de la violation du présent contrat par Université Côte d'Azur et/ou de sa négligence. L'indemnité

accordée par Université Côte d'Azur sera réduite proportionnellement dans la mesure où Université de Essex, ou ses dirigeants, employés, entrepreneurs ou agents ont contribué aux pertes, dommages, coûts et dépenses.

- 15.2 En plus de tout autre recours à la disposition d'Université Côte d'Azur, Université de Essex (sauf en cas de décès ou de dommages corporels résultant de la négligence d'Université Côte d'Azur ou en cas de fraude ou de fausse déclaration frauduleuse de la part d'Université Côte d'Azur) accepte irrévocablement et inconditionnellement d'indemniser Université Côte d'Azur intégralement et sur demande et de tenir Université Côte d'Azur ainsi indemnisée contre toute réclamation, demande, action et poursuite engagées contre Université Côte d'Azur et tous dommages, les dommages (y compris tous les dommages indirects et consécutifs) qui en découlent, y compris les frais et dépenses (y compris les honoraires d'avocats et autres conseillers professionnels), prévisibles ou non à la date de conclusion du présent Contrat, encourus ou subis par Université Côte d'Azur directement ou indirectement du fait de tout ou partie des réclamations contre Université Côte d'Azur résultant de la violation du présent Contrat par Université de Essex et/ou de sa négligence. L'indemnité accordée par Université de Essex sera réduite proportionnellement dans la mesure où Université Côte d'Azur, ou ses dirigeants, employés, entrepreneurs ou agents ont contribué aux pertes, dommages, coûts et dépenses.
- 15.3 Aucune des parties ne peut être tenue responsable envers l'autre partie en cas de délit civil, de négligence, de manquement à une obligation légale ou autre, de perte de profits, de perte d'utilisation, de perte d'économies prévues, d'épuisement de la clientèle et/ou de pertes similaires, de perte de réputation ou d'occasion, de toute perte économique spéciale, consécutive, indirecte ou pure, de dommages, coûts, charges ou dépenses engagés ou supportés en raison de toute violation des conditions du présent accord.
- 15.4 Sous réserve de la clause 15.3, et sauf en cas de décès ou de dommages corporels causés par négligence, fraude ou fausse déclaration frauduleuse ou dans d'autres circonstances où la responsabilité ne peut être ainsi limitée en vertu de toute loi applicable, la responsabilité totale de chaque partie envers l'autre partie, qu'elle découle du contrat, d'une faute, d'une négligence ou d'une violation de ses obligations légales ou pour tout dommage, perte ou perte, coût, charge ou dépense découlant du présent accord ou liés au contrat, ne pourra dépasser £ 100 000.
- 15.5 Aux fins des paragraphes 15.3 et 15.4, l'ensemble des actes ou omissions, qu'ils soient successifs ou simultanés, qui, ensemble, entraînent ou contribuent à causer essentiellement la même perte ou le même dommage est considéré comme un seul acte ou omission.
- 15.6 Les paiements dus au titre du présent accord ont été convenus sur la base du fait que les deux parties peuvent limiter leur responsabilité à l'égard de l'autre partie conformément aux dispositions du présent accord et que les deux parties confirment qu'elles supporteront ou assureront elles-mêmes toute perte ou tout type de perte pour laquelle l'une des parties a exclu ou limité sa responsabilité au titre du présent accord.
- 15.7 Sauf tel que stipulé dans le présent Accord, toutes les garanties, conditions, termes et engagements, explicites ou implicites, qu'ils soient prévus par la loi, la common law, la coutume, le commerce ou l'usage, le Programme d'activités ou autrement (y compris, sans limitation quant à la qualité, la performance ou l'adéquation à un usage) concernant tout service et/ou matériel à fournir par une partie dans le cadre du présent Accord sont exclus dans la mesure autorisée par la loi.

## **16 Règlement des différends**

- 16.1 Tout différend découlant des questions mentionnées dans la présente entente de collaboration sera réglé entre les parties dans un esprit d'amitié et de confiance mutuelle. Dans un premier temps, le différend sera soumis par notification écrite au Comité de gestion du programme.
- 16.2 Si Université de Essex et Université Côte d'Azur ne parviennent pas à s'entendre sur le sens ou l'interprétation de l'une ou l'autre des dispositions des présentes ou sur toute autre question découlant du présent accord, la question en litige sera, si possible, résolue par négociation par les signataires du présent accord (ou leurs délégués).
- 16.3 Si les parties ne parviennent pas à un règlement satisfaisant dans les trente (30) jours suivant le début des discussions, la question sera soumise à la médiation conformément à la procédure modèle du Centre for Dispute Resolution, London (« **CEDR** »), cette médiation devant être achevée dans les 30 jours suivant la signature du CEDR Mediation Agreement.
- 16.4 Toutes les négociations liées au différend seront menées en toute confidentialité et les parties s'engagent à ne pas divulguer les détails de ces négociations, sauf à leurs conseillers professionnels qui seront également soumis à cette confidentialité. Ces négociations sont sans préjudice des droits des parties dans toute procédure future.
- 16.5 Si les parties acceptent les recommandations du médiateur ou parviennent à un accord sur la résolution du différend, cet accord est réduit à l'état écrit et, une fois signé par leurs représentants dûment autorisés, il est définitif et lie les parties.
- 16.6 Aucune disposition du présent article 16 ne restreint la liberté de l'une ou l'autre partie d'intenter une action en justice pour préserver un droit ou un recours juridique ou protéger un droit de propriété ou un secret commercial.

## **17 CMA**

- 17.1 En tout temps pendant la durée de la présente entente :
- 17.1.1 les Parties s'efforceront, dans leurs rapports avec les Etudiants, de se conformer aux Lois sur la protection des consommateurs/étudiants et en tiendront particulièrement compte :
- (i) l'orientation de la CMA ;
  - (ii) la condition d'inscription à l'OfS selon laquelle les fournisseurs de services d'enseignement supérieur doivent tenir dûment compte des lignes directrices de la CMA ; et
  - (iii) le contenu du plan de protection des étudiants d'Université de Essex ;
- 17.1.2 aucune partie ne se livrera à une activité, une pratique ou un comportement qui constituerait une infraction au droit de la consommation (que cet acte ait été commis au Royaume-Uni ou non) ;

- 17.1.3 chaque partie fournit à l'autre partie, sur demande, toute l'assistance et tous les renseignements que l'autre partie peut raisonnablement demander pour lui permettre de se conformer à ses obligations en vertu des lois en matière de consommation ou pour satisfaire aux exigences de la CMA, de l'OfS ou de tout autre organisme de réglementation qu'elle a remplies ; et
  - 17.1.4 chaque partie doit faire des efforts raisonnables pour s'assurer que tous ses employés, entrepreneurs et mandataires qui fournissent des services dans le cadre de la présente entente se conforment à ses obligations aux termes des clauses 17.1.1 à 17.1.3.
- 17.2 Si toute violation par Université Côte d'Azur (ou par toute personne employée par elle ou agissant en son nom) de la clause 17.1 est suspectée ou connue, Université Côte d'Azur doit :
- 17.2.1 prévenir Université de Essex immédiatement ;
  - 17.2.2 répondre rapidement aux demandes de renseignements d'Université de Essex ;
  - 17.2.3 collaborer à toute enquête raisonnablement requise par Université de Essex ; et
  - 17.2.4 prendre toute mesure corrective raisonnablement requise par Université de Essex.

## **18 Lutte contre la corruption**

- 18.1 Ni l'une ni l'autre des parties ne peut :
- 18.1.1 offrir ou convenir d'offrir ou de donner à toute personne travaillant pour l'autre partie ou engagée par elle un cadeau ou une autre contrepartie qui pourrait servir d'incitatif ou de récompense pour tout acte ou défaut d'agir lié à la présente entente ou à toute autre entente entre les parties ; ni
  - 18.1.2 conclure la présente entente s'il sait que, dans le cadre de la présente entente, des sommes d'argent ont été ou seront payées par lui-même ou pour son compte à toute personne travaillant pour ou engagée par l'autre partie, ou qu'une entente a été conclue à cet effet, à moins que les détails d'une telle entente aient été communiqués par écrit à l'autre partie avant la conclusion de la présente entente.
- 18.2 Sans préjudice de l'article 18.1 :
- 18.2.1 chaque Partie se conforme au Bribery Act 2010, au United States Foreign Corrupt Practices Act («FCPA») et à toutes les autres lois, réglementations, codes et sanctions applicables en matière de lutte contre la corruption et la corruption ;
  - 18.2.2 aucune partie ne se livre à une activité, une pratique ou un comportement qui constituerait une infraction en vertu des articles 1, 2 ou 6 de la loi de 2010 sur

la corruption et chaque partie maintient en place des procédures adéquates (visées à l'article 7, paragraphe 2, de la loi de 2010 sur la corruption et toute orientation donnée par le secrétaire d'État en vertu de l'article 9 de la loi de 2010 sur la corruption) destinées à empêcher une personne associée d'adopter un comportement susceptible de donner lieu à une infraction en vertu de l'article 7 de la loi de 2010 sur la corruption (en supposant que, dans le cas d'activités, d'une pratique ou d'un comportement survenant en dehors du Royaume-Uni, que cette pratique ou ce comportement constituerait une infraction commise au Royaume-Uni) ;

- 18.2.3 Chaque partie se conforme à toutes les politiques de l'autre partie en matière d'éthique et de lutte contre la corruption, sauf dans la mesure où ces politiques imposent des obligations contradictoires ou incompatibles, auquel cas les parties se concertent de bonne foi dans un effort visant à s'entendre sur une solution à ces conflits ou incohérences ; et
  - 18.2.4 chaque partie doit faire des efforts raisonnables pour s'assurer que tous ses employés, entrepreneurs et mandataires qui fournissent des services dans le cadre de la présente entente se conforment à ses obligations énoncées aux paragraphes 18.2.1 à 18.2.3 inclusivement.
- 18.3 Si l'une ou l'autre des parties (ou toute personne employée par elle ou agissant en son nom) soupçonne ou connaît une infraction à la clause 18.1 ou 18.2, elle doit en informer immédiatement l'autre partie, répondre rapidement aux demandes de renseignements de l'autre partie et coopérer à toute enquête.
  - 18.4 Toute violation de la présente clause 18 par l'une ou l'autre partie ou par toute personne employée par elle ou agissant en son nom autorise l'autre partie à résilier le présent accord sans délai.

## **19 Égalité, non-discrimination et droits de l'Homme**

- 19.1 Chaque partie s'abstient, et doit faire des efforts raisonnables pour s'assurer que ses employés, entrepreneurs et agents s'abstiennent de toute discrimination directe ou indirecte à l'égard d'une personne en raison de son âge, de son handicap, de son changement de sexe, de son état matrimonial ou civil, de sa grossesse ou maternité, de sa race, sa couleur, sa nationalité, ses origines ethniques ou nationales, sa religion ou ses convictions, son sexe ou son orientation sexuelle.
- 19.2 Université Côte d'Azur reconnaît qu'Université de Essex doit et doit faire des efforts raisonnables pour s'assurer que ses employés, sous-traitants et agents doivent, à tout moment, respecter et agir d'une manière compatible avec la Loi de 2010 sur l'égalité et le devoir d'égalité imposé par cette loi.
- 19.3 Université Côte d'Azur reconnaît qu'Université de Essex doit et doit faire des efforts raisonnables pour s'assurer que ses employés, contractants et agents doivent, à tout moment, respecter et agir d'une manière compatible avec le Human Rights Act 1998 et Université de Essex reconnaît que Université Côte d'Azur doit faire des efforts raisonnables pour s'assurer que ses employés, contractants et agents doivent, à tout moment, respecter un acte qui est compatible avec la Convention européenne des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

- 19.4 Chacune des Parties fera tout ce qui est raisonnablement possible pour s'assurer que ses employés, entrepreneurs et mandataires se conforment en tout temps à l'obligation d'Université de Essex d'assurer l'égalité dans le secteur public et agissent d'une manière qui est compatible avec celle-ci.
- 19.5 Université Côte d'Azur doit agir d'une manière conforme à la politique d'Université de Essex en matière d'égalité et de diversité.
- 19.6 Université Côte d'Azur fournira à Université de Essex, sur demande, des copies de ses politiques et procédures, en particulier celles relatives à l'égalité et à la diversité.

## **20 Lutte contre l'esclavage et la traite des êtres humains**

20.1 Université Côte d'Azur reconnaît qu'Université de Essex doit :

- 20.1.1 veiller à ce que l'esclavage et la traite des êtres humains n'aient lieu dans aucune partie de ses activités ou de sa chaîne d'approvisionnement ;
- 20.1.2 mettre en œuvre des procédures de diligence raisonnable appropriées pour ses propres fournisseurs, sous-traitants et autres participants à ses chaînes d'approvisionnement, afin de s'assurer qu'il n'y a pas d'esclavage ou de traite des personnes dans ses chaînes d'approvisionnement ;
- 20.1.3 s'assurer qu'elle-même et chacun de ses fournisseurs et sous-traitants se conformeront à la politique antiesclavagiste d'Université de Essex telle qu'elle est notifiée à l'Autre Partie de temps à autre et telle que mise à jour et modifiée de temps à autre ;
- 20.1.4 demander à Université Côte d'Azur de répondre promptement à tous les questionnaires de diligence raisonnable sur l'esclavage et la traite des personnes qui lui sont envoyés de temps à autre par Université de Essex et s'assurer que ses réponses à tous ces questionnaires sont complètes et exactes ; et
- 20.1.5 demander à Université Côte d'Azur d'aviser Université de Essex dès qu'elle a connaissance d'un esclavage ou d'un trafic d'êtres humains réel ou présumé dans une partie quelconque de ses activités ou d'une chaîne d'approvisionnement ayant un lien avec le présent accord.
- 20.2 Si une violation par Université Côte d'Azur (ou par toute personne employée par elle ou agissant en son nom) d'une partie de cette clause est suspectée ou connue, Université Côte d'Azur doit en informer immédiatement Université de Essex et doit répondre rapidement aux demandes de l'autre partie et coopérer à toute enquête.
- 20.3 Si une violation par Université de Essex (ou par toute personne employée par elle ou agissant en son nom) d'une partie de cette clause est suspectée ou connue, Université de Essex doit en informer immédiatement Université Côte d'Azur et doit répondre rapidement aux demandes de l'autre partie et coopérer à toute enquête.
- 20.4 En se conformant aux clauses 20.1 à 20.2 ci-dessus, Université de Essex tiendra dûment compte de toute directive ou de tout code de bonne pratique émis par le service gouvernemental compétent concernant la loi sur l'esclavage moderne de 2015.

- 20.5 Université de Essex reconnaît que, le cas échéant, Université Côte d'Azur devra se conformer à la législation française applicable en matière de lutte contre l'esclavage et la traite des êtres humains.

## **21 Loi de 2015 sur la lutte contre le terrorisme et la sécurité**

- 21.1 Université Côte d'Azur reconnaît qu'Université de Essex est assujettie à certaines obligations en vertu des articles 26, 31 et 38 du CTSA.
- 21.2 Sans préjudice de la législation française applicable en la matière, Université Côte d'Azur agit d'une manière compatible avec les politiques d'Université de Essex en matière de lutte contre le terrorisme, de liberté d'expression, de liberté académique, d'utilisation acceptable des TI, de sécurité informatique, ses événements et le code de pratique des intervenants externes tel que modifié à l'occasion.
- 21.3 Sans préjudice de la législation française, Université Côte d'Azur fournira, le cas échéant, à Université de Essex, sur demande, des copies de ses politiques et procédures, en particulier celles relatives à la lutte contre le terrorisme, à la liberté d'expression et à la liberté académique, et à l'utilisation acceptable des TI, et donnera suite à toute directive donnée ou demande faite par Université de Essex dans le cadre des obligations énoncées à la clause 21.1 concernant des modifications à toute politique.
- 21.4 Si Université Côte d'Azur ne donne pas suite à toute directive donnée ou demande formulée par Université de Essex en rapport avec les polices mentionnées à la clause 21.3 dans les trois mois suivant la date de cette directive ou demande, Université de Essex pourra résilier le présent Contrat par notification écrite avec effet immédiat.
- 21.5 Université Côte d'Azur fournit à Université de Essex, sur demande, toute l'aide et tous les renseignements qu'Université de Essex peut raisonnablement demander pour lui permettre de se conformer à ses obligations en vertu du CTSA.

## **22 Sauvegarder et protéger les enfants et les adultes vulnérables**

- 22.1 Université Côte d'Azur se conforme à l'ensemble de la législation et des codes de bonne pratique applicables en France, y compris, le cas échéant, à l'ensemble de la législation et des directives légales concernant la sauvegarde et la protection des enfants et des adultes vulnérables. Université de Essex se conforme à la politique et aux directives d'Université de Essex en matière de sauvegarde, dont Université Côte d'Azur reconnaît qu'elles peuvent inclure la soumission à un contrôle par le service britannique de divulgation et d'interdiction (DBS) au Royaume-Uni ou le service local équivalent en France ; en outre, Université Côte d'Azur s'assure que, si elle engage une autre partie pour fournir un service dans le cadre du présent accord, cette partie se conformera également aux exigences en France comme si elle était partie au contrat.

## **23 Durée et résiliation**

- 23.1 La présente convention prend effet dès l'année universitaire 2022/2023 et demeure en vigueur pour 2 années universitaires complètes à compter de cette date (2022-2023 et 2023-2024), à moins qu'elle ne soit résiliée plus tôt conformément au paragraphe 18.4 ou à la présente clause 23.



- 23.2 Chaque partie a le droit de résilier le présent accord moyennant un préavis écrit de douze (12) mois notifié à l'autre partie par courrier recommandé avec accusé de réception.
- 23.3 Le présent Contrat peut être résilié par Université de Essex ou Université Côte d'Azur immédiatement, dès réception de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la résiliation, dans l'éventualité où :
- 23.3.1 L'habilitation/accréditation du Programme est retirée par Université de Essex ou Université Côte d'Azur ;
- 23.3.2 Université de Essex ou Université Côte d'Azur a connaissance d'informations qui, si elles lui étaient connues au moment de la validation, auraient eu un effet important sur sa décision de valider le programme ;
- 23.4 Le présent accord peut également être résilié :
- 23.4.1 si le programme n'est actuellement pas administré en vertu de la présente entente ;
- 23.4.2 si de l'avis raisonnable de l'une ou l'autre des parties, le programme n'est plus viable sur le plan financier, ce qui comprend le non-respect des prévisions relatives au nombre d'étudiants et/ou le non-respect des exigences financières ;
- 23.4.3 si l'une ou l'autre des parties suspend ou cesse, ou menace de suspendre ou de cesser, l'exercice de la totalité ou d'une partie substantielle de ses activités ;
- 23.4.4 en cas de violation substantielle ou persistante de la présente entente (qui peut, sans s'y limiter, consister en une série de violations mineures), par la partie qui n'a pas commis de violation en signifiant à la partie qui a commis la violation un avis exigeant qu'il y soit remédié (si elle peut y remédier) dans un délai raisonnable précisé dans cet avis, ne dépassant pas soixante (60) jours. S'il n'a pas été remédié à la violation à la date d'expiration de l'avis, la partie qui n'a pas violé l'accord peut alors y mettre fin immédiatement. Dans de telles circonstances, les deux parties déploieront des efforts raisonnables pour permettre aux étudiants actuels de terminer leurs études, activités et d'obtenir la bourse d'études appropriée et le diplôme visé ;
- 23.4.5 immédiatement par l'une ou l'autre des parties signifiant un avis écrit si l'autre partie suspend ou menace de suspendre le paiement de ses dettes ou est incapable de payer ses dettes lorsqu'elles deviennent exigibles ou admet être incapable de payer ses dettes ou si une ordonnance est rendue ou une résolution est adoptée pour la liquidation de l'autre partie ou une ordonnance est rendue pour la nomination d'un administrateur pour gérer les affaires, les affaires et les biens de l'autre partie ou d'un séquestre et/ou d'un administrateur judiciaire ou administratif sont valablement désignés en ce qui concerne tout ou partie des actifs ou de l'entreprise de l'autre partie ou des circonstances qui donnent au tribunal ou à un créancier le droit de nommer un séquestre et/ou un administrateur judiciaire ou administratif ou qui donnent au tribunal le droit de rendre une ordonnance de liquidation ou de faillite ou l'autre partie prend ou subit toute action similaire ou analogue en raison de dettes ;

- 23.4.6 immédiatement par l'une ou l'autre des parties dans l'éventualité où une modification des lois ou du cadre réglementaire en France ou en Angleterre empêcherait le Programme d'être proposé tel que décrit dans le présent accord et/ou si l'une ou l'autre des parties subit (ou prévoit raisonnablement subir) une incidence importante d'un changement ou d'un nouveau cadre législatif ou réglementaire, ce qui empêcherait cette partie (agissant raisonnablement dans les circonstances) d'assumer ses responsabilités au titre du présent accord ; ou
- 23.4.7 immédiatement si l'une ou l'autre des parties a l'intention de céder ou cède ses droits ou obligations en vertu du présent accord.
- 23.5 L'une ou l'autre partie se réserve également le droit de résilier le présent accord, par notification écrite (lettre recommandée avec accusé de réception), à tout moment en cas de changement de contrôle de l'une ou l'autre partie (lorsque le contrôle signifie la capacité de diriger les affaires de l'autre partie, que ce soit en vertu d'une loi, d'un contrat ou autrement), étant entendu que chaque partie ne pourra exercer ce droit discrétionnaire que si l'impact de ce changement de contrôle a été dûment évalué sur sa capacité à remplir ses obligations au regard du présent accord.
- 23.6 Aux fins de l'article 23.4.4, une violation est considérée comme pouvant donner lieu à réparation si la partie en défaut pouvait se conformer à la disposition en question à tous égards autres que le moment de l'exécution (pourvu que ce moment ne soit pas essentiel).
- 23.7 Les droits de résiliation du présent accord accordés par la présente clause s'entendent sans préjudice de tout droit ou recours de l'une ou l'autre partie à l'égard de la violation concernée (le cas échéant) ou de toute autre violation.
- 23.8 La présente convention sera renouvelable d'un commun accord par la conclusion d'une nouvelle convention, conformément aux règles en vigueur pour chacun des parties.

## **24 Conséquences de la résiliation**

- 24.1 Suite à la signification par l'une ou l'autre des parties d'un avis de résiliation de la présente entente conformément au paragraphe 23.4.4 et jusqu'à tout moment où cet avis est retiré :
- 24.1.1 aucun étudiant n'est admis au programme pour une admission pour laquelle la promotion n'a pas commencé avant la signification de l'avis de cessation d'emploi ;
- 24.1.2 Université de Essex et Université Côte d'Azur cesseront de promouvoir, de diffuser ou d'annoncer le Programme pour toute admission pour laquelle la promotion n'aura pas commencé avant la signification de l'avis de résiliation ;
- 24.2 En cas de résiliation de la présente entente ou du retrait de la Validation par Université de Essex ou Université Côte d'Azur du Programme fourni dans le cadre du présent Accord pour quelque raison que ce soit :
- 24.2.1 aucun nouvel étudiant n'est admis au programme ;

- 24.2.2 Université de Essex et Université Côte d'Azur cessent de promouvoir, de diffuser ou de faire de la publicité pour le programme :
- 24.2.3 toutes les licences accordées en vertu de la présente entente prendront fin à l'exception des licences (le cas échéant) qui sont réputées irrévocables et sous réserve de toute prolongation de licence accordée par chaque partie à sa seule discrétion aux fins de la clause 24.4 ;
- 24.2.4 les deux parties cessent immédiatement d'utiliser les droits de propriété intellectuelle de l'autre partie, sauf disposition contraire expresse du présent accord ;
- 24.2.5 les sommes dues par l'une des parties à l'autre deviennent immédiatement exigibles ;
- 24.2.6 les conditions financières applicables au programme peuvent être révisées avec l'accord des parties si cela est raisonnable dans les circonstances, les deux parties convenant d'agir raisonnablement dans toute discussion relative à toute révision proposée (mais en l'absence d'accord, les conditions financières de la liste pertinente restent en vigueur) ;
- 24.2.7 toutes les informations confidentielles et tous les renseignements commercialement sensibles et toute copie de ceux-ci doivent être retournés à la partie divulgateur ou détruite à sa demande ;
- 24.2.8 Université Côte d'Azur devra, si Université de Essex le demande, coopérer pleinement avec Université de Essex si Université de Essex choisit d'accueillir des Etudiants inscrits à n'importe quel(s) Programme(s) et/ou devra coopérer pleinement avec tout établissement sélectionné par Université de Essex pour accueillir des Etudiants inscrits au Programme afin de faciliter le changement de fournisseur du Programme.
- 24.2.9 Université de Essex doit, si Université Côte d'Azur le demande, coopérer pleinement avec Université Côte d'Azur si Université Côte d'Azur choisit d'accueillir des Etudiants inscrits au programme et/ou coopérer pleinement avec tout établissement choisi par Université Côte d'Azur pour accueillir des Etudiants inscrits au programme afin de faciliter le changement de fournisseur du programme.
- 24.3 Dans l'éventualité où, à la date de résiliation de la présente entente et/ou de retrait de la validation d'un programme, des étudiants sont inscrits à un programme en vertu de la présente entente, les intérêts des étudiants sont primordiaux pour les deux parties. Nonobstant toute résiliation du présent Accord conformément aux clauses 18.4 ; 23.2 ; 23.3 ; 23.3 ; 23.4 ; 23.4 ; 23.5, ou le retrait de la Validation par Université de Essex ou Université Côte d'Azur :
  - 24.3.1 continuer d'exploiter le programme ou tout aspect du programme à l'intention des étudiants comme si l'entente n'avait pas été résiliée ou la validation retirée (selon le cas) ;
  - 24.3.2 ce programme sera géré par les deux parties pour le reste de la période du programme ou pour la période pendant laquelle les étudiants sont inscrits au

programme, selon la période la plus courte (ci-après appelée «**période d'enseignement**»), sauf qu'aucun nouvel étudiant ne sera admis à ce programme et Université de Essex et Université Côte d'Azur cesseront de promouvoir, diffuser ou annoncer ce programme ;

- 24.3.3 les deux Parties s'efforceront, dans la mesure du raisonnable, de faire en sorte que tous les étudiants inscrits à ce programme reçoivent un enseignement, une évaluation et un examen adéquats pendant la durée prévue de ce programme.
- 24.4 Les obligations des deux parties prévues au paragraphe 24.4 doivent être exécutées à tous égards conformément aux modalités pertinentes de la présente entente, selon le cas, avant la résiliation et doivent coopérer pleinement l'une avec l'autre avant et après la résiliation de la présente entente, notamment en s'assurant que les paiements dus sont effectués conformément aux paragraphes 24.2.5 et 24.3.5 (le cas échéant).
- 24.5 Sous réserve des autres dispositions des présentes et des droits et obligations qui auraient pu s'accumuler avant la résiliation, aucune des parties n'a d'autres obligations envers l'autre partie en vertu du présent accord.
- 24.6 Les Parties reconnaissent que les deux Parties peuvent offrir, après la résiliation du présent Accord, des Programmes sur des sujets similaires ou égaux au Programme mais qui ne sont pas validés par Université de Essex ou Université Côte d'Azur et ne donnent pas lieu à l'attribution de doubles diplômes par Université de Essex et Université Côte d'Azur. Aucune disposition du présent accord n'empêche l'une ou l'autre partie de le faire, à condition que :
- 24.6.1 chaque Partie s'acquitte pleinement des obligations qui lui incombent en vertu du présent article 24 ;
- 24.6.2 Université de Essex et Côte d'Azur indiquent clairement dans toutes leurs relations avec des tiers concernant de tels programmes que ces programmes ne donnent pas lieu à l'attribution d'un double diplôme par Université de Essex et Université Côte d'Azur.

## **25 Changement de fournisseur du programme**

- 25.1 Les deux parties indemniseront et tiendront l'autre partie indemnisée pour son bénéfice et celui du nouveau fournisseur de toutes les réclamations, demandes, actions, procédures, dommages-intérêts, indemnités, sentences judiciaires, amendes, coûts, dépenses et toutes autres responsabilités, quelles qu'elles soient, découlant d'une réclamation ou d'un autre programme juridique par tout employé d'Université de Essex ou d'Université Côte d'Azur (ou par tout autre syndicat), association du personnel ou organisme du personnel) ou toute autre personne engagée dans la prestation des obligations de l'une ou l'autre partie en vertu de la présente convention (que ce soit en son propre nom ou en sa qualité de représentant du personnel) qui se rapporte à tout acte ou omission réel ou présumé de l'une ou l'autre partie pendant la durée de la présente convention ou à tout autre événement ou événement pendant la durée de la convention qui concerne son emploi ou engagement par une partie.

## **26 Garanties**

- 26.1 Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie que :

- 26.1.1 il a tous les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour mener à bien les actions envisagées dans le cadre de la présente entente ;
- 26.1.2 elle fera des efforts raisonnables pour obtenir tous les consentements, approbations, autorisations et/ou autorisations nécessaires ou souhaitables dans le cadre de l'exécution du présent accord auprès de tout gouvernement, organisme gouvernemental ou réglementaire, agence ou autorité du Royaume-Uni ou de France ;
- 26.1.3 elle n'est, à la date d'entrée en vigueur, partie à aucun accord, arrangement ou entente avec un tiers qui l'empêche ou l'empêche d'exécuter une obligation importante aux termes de la présente convention ;
- 26.1.4 les locaux, le logement et les équipements utilisés dans le cadre du présent accord satisfont et continueront de satisfaire à toutes les exigences légales locales, y compris en matière de santé et de sécurité et d'égalité des chances.

## **27 Général**

- 27.1 Aucune des parties n'a le droit de s'acquitter de ses obligations par l'intermédiaire d'une autre société ou entité et, sans le consentement écrit préalable de l'autre partie (que l'autre partie est libre de donner ou de refuser comme bon lui semble). Aucune des parties ne peut céder, hypothéquer, grever ou aliéner l'un quelconque de ses droits en vertu des présentes, ni sous-traiter ou déléguer autrement l'une quelconque de ses obligations aux termes des présentes.
- 27.2 Les deux parties se conforment à l'ensemble des lois, statuts, règlements administratifs et règlements applicables relatifs au fonctionnement du programme.
- 27.3 Aucune disposition du présent accord ne crée ou n'est réputée créer un partenariat juridique ou une coentreprise, ni n'autorise l'une ou l'autre partie à prendre ou conclure des engagements au nom de l'autre sauf disposition expresse des présentes.
- 27.4 Le présent Contrat contient l'intégralité de l'accord entre les Parties en ce qui concerne l'objet des présentes, à l'exception du Règlement d'Université de Essex, du Rapport de validation relatif au Diplôme d'Université de Essex, du Règlement d'Université Côte d'Azur, et du Rapport de validation relatif au Diplôme d'Université Côte d'Azur. Il remplace toutes discussions, accords et arrangements antérieurs entre les Parties à cet égard et ne peut être modifié que par un instrument écrit signé par les représentants dûment autorisés des Parties.
- 27.5 Chaque partie reconnaît qu'en concluant la présente entente, elle ne s'est pas fondée sur une déclaration, une assurance ou une garantie (faite avec négligence ou innocence) autre que celles qui sont expressément énoncées dans la présente entente et n'aura aucun droit ou recours à cet égard. Aucune disposition de la présente clause ne limite ou n'exclut la responsabilité en cas de fraude.
- 27.6 Si une disposition du présent accord est jugée illégale, nulle ou inapplicable en tout ou en partie par un tribunal ou toute autre autorité compétente, en vertu d'un texte législatif ou d'une règle de droit, cette disposition ou cette partie sera, dans la mesure du possible, séparée du présent accord et rendue sans effet, sans modifier ou affecter la légalité, la

validité ou le caractère applicable des autres dispositions du présent accord qui resteront pleinement en vigueur et applicables.

- 27.7 Le défaut de l'une ou l'autre des Parties, à quelque moment que ce soit, d'appliquer l'une ou l'autre des dispositions de la présente entente ou d'exercer un droit en vertu de la présente entente ne constitue pas une renonciation à ce droit ni n'empêche son exercice ou son application à quelque moment ou moment que ce soit par la suite.
- 27.8 Le Contracts (Rights of Third Parties) Act 1999 est exclu du champ d'application du présent accord et rien dans le présent accord ne confère ou ne vise à conférer à un tiers un quelconque avantage ou un quelconque droit d'appliquer une quelconque disposition du présent accord.
- 27.9 Sous réserve du droit d'Université de Essex et d'Université Côte d'Azur d'exiger des modifications aux programmes aux fins de la validation en cours, et des modifications apportées de temps à autre à leurs règlements universitaires respectifs, aucune modification du présent accord (y compris ses annexes) ne lie les parties, sauf si elle est faite par écrit et signée par les représentants autorisés des deux parties.
- 27.10 Le présent accord peut être conclu en plusieurs exemplaires, chacun d'eux étant signé et remis sous la forme d'un original, mais l'ensemble constituant un seul et même instrument. Toute partie peut conclure le présent accord en signant une telle contrepartie.
- 27.11 Le présent Accord, et tout litige ou réclamation découlant de ou en relation avec celui-ci ou avec son objet ou sa formation (y compris les litiges ou réclamations non contractuels), sera régi par, et interprété conformément à, la loi de l'Angleterre et du Pays de Galles si Université de Essex est défendeur. Le présent Accord, et tout litige ou réclamation découlant de ou en relation avec celui-ci ou avec son objet ou sa formation (y compris les litiges ou réclamations non contractuels), sera régi par, et interprété conformément à la loi française si Université Côte d'Azur est défendeur.
- 27.12 Les parties conviennent irrévocablement que les tribunaux d'Angleterre et du Pays de Galles auront compétence non exclusive pour régler tout différend ou réclamation découlant du présent accord ou de son objet ou de sa formation (y compris les différends ou réclamations non contractuels) si Université de Essex est défendeur. Les parties conviennent irrévocablement que les tribunaux de France auront compétence non exclusive pour régler tout différend ou réclamation découlant du présent accord ou de son objet ou de sa formation (y compris les différends ou réclamations non contractuels) si Université Côte d'Azur est défendeur.
- 27.13 Aucune partie n'est responsable envers l'autre partie de tout retard dans l'exécution ou l'inexécution dû à un cas de force majeure, mais la partie touchée doit informer l'autre partie sans délai de la survenance d'une telle cause, en indiquant que celle-ci a retardé ou empêché son exécution en vertu des présentes et cette partie doit ensuite prendre toutes les mesures en son pouvoir pour respecter les dispositions du présent contrat aussi rapidement que possible. Si la force majeure en question l'emporte pendant une période continue supérieure à un (1) mois, l'une ou l'autre des parties peut résilier le présent contrat moyennant un préavis de 30 jours.

## **28    Avis**

28.1 Tout avis ou autre communication donné en vertu de la présente entente doit être donné par écrit et signé par la partie qui l'a donné ou en son nom et doit être signifié en le remettant en mains propres ou en l'envoyant par courrier recommandé, par poste aérienne ou par courriel à l'adresse et à l'attention de la partie concernée indiquée à la clause 28.3 (ou autrement notifié par cette partie aux fins de la présente entente).

28.2 Un tel avis est réputé avoir été reçu :

28.2.1 s'il est remis en mains propres, au moment de la livraison ;

28.2.2 dans le cas d'un envoi recommandé ou recommandé prépayé ou d'une poste aérienne, sept (7) jours ouvrables à compter de la date de l'envoi ;

28.2.3 dans le cas du courrier recommandé par avion, sept (7) jours ouvrables à compter de la date d'affichage ; et

28.2.4 dans le cas d'un courriel, au moment de la réception du reçu de livraison du message confirmant que le courriel a été envoyé avec succès à l'adresse indiquée ci-dessous ;

Toutefois, si la réception présumée a lieu avant 9 h un jour ouvrable, l'avis est réputé avoir été reçu à 9 h ce jour-là, et si la réception présumée a lieu après 17 h un jour ouvrable, ou un jour qui n'est pas un jour ouvrable, l'avis est réputé avoir été reçu à 9 h le jour ouvrable suivant.

28.3 Les adresses et adresses électroniques des parties aux fins de l'article 28.1 sont :

### **Université de Essex**

Adresse : Wivenhoe Park, Colchester, CO4 3SQ, Royaume-Uni

A l'attention de : Registraire et secrétaire

Courriel : [registrar@essex.ac.uk](mailto:registrar@essex.ac.uk)

### **Université Côte d'Azur**

Adresse : Grand Château, 28 Avenue de Valrose, 06103, Nice, France

A l'attention de : Président

Courriel : [relint@univ-cotedazur.fr](mailto:relint@univ-cotedazur.fr)  
[droit.ri@univ-cotedazur.fr](mailto:droit.ri@univ-cotedazur.fr)

ou toute autre adresse ou adresse électronique qui peut être notifiée par écrit de temps à autre par la partie concernée à l'autre partie.

28.4 Pour prouver cette signification, il suffit de prouver que l'enveloppe contenant l'avis a été adressée à l'adresse ou à l'adresse électronique de la partie concernée indiquée à la clause 28.3 (ou notifiée par cette partie aux fins de la présente convention) et remise soit à cette adresse ou confiée aux autorités postales sous la forme d'une lettre

recommandée, par courrier recommandé ou par avion préaffranchi, soit à l'adresse électronique indiquée (ou notifiée par cette partie aux fins du présent contrat).

**En anglais et en français, chaque langue faisant foi.**

**EN FOI DE QUOI** de ce qui précède, la présente entente a été conclue à la date indiquée ci-dessus.

SIGNÉ

Pour et au nom d'**UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR**

Signature : .....

Nom : Professeur Jeanick BRISSWALTER

Titre : Président

Date : .....

Pour et au nom de l'**UNIVERSITÉ DE ESSEX**

Signature : .....

Nom : Bryn MORRIS

Titre : Registrar and Secretary

Date: .....



## **Annexe 1**

### **PROGRAMME ET DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

#### **Double diplôme de premier cycle en droit (LL.B. et licence)**

##### **Objet de l'annexe 1 :**

Université de Essex et Université Côte d'Azur collaborent pour délivrer conjointement un programme universitaire de premier cycle de trois (3) ans (ci-après dénommé le «Programme») pour l'obtention d'un double diplôme, comprenant un LL.B. d'Université de Essex et une licence en droit d'Université Côte d'Azur. Ces derniers sont délivrés selon les termes et conditions du présent accord entre Université de Essex et Université Côte d'Azur.

##### **1. Nom, niveau et durée du programme**

- 1.3 Le programme est un double diplôme de premier cycle en droit (LL.B. et licence).
- 1.4 Les diplômes décernés par les parties sont :
  - 1.2.1 LLB English and French Laws (Licence) - Bachelor en droit anglais et français décerné par Université de Essex.
  - 2.2.1 Licence en Droit - délivrée par Université Côte d'Azur.
- 1.3 Les diplômes délivrés par les Parties répondent à la définition d'un diplôme de premier cycle tel que défini dans le cadre des qualifications de l'Espace européen de l'enseignement supérieur.
- 1.5 Le programme est offert à temps plein, sur une période de trois (3) ans, réparti comme suit : les deux premières années se déroulent à Université de Essex, la troisième année à Université Côte d'Azur.

##### **2. Spécifications du programme**

- 2.1 Les spécifications du programme décrivent tous les modules ouverts aux étudiants inscrits au programme, y compris le nom du module, s'il est obligatoire ou facultatif, le nombre d'heures enseignées, leur répartition (cours et/ou travail en petits groupes) et le nombre de crédits ECTS attribués.
- 2.2 Le cahier des charges du programme est défini et approuvé par le comité de gestion du programme, puis approuvé par les comités respectifs d'Université de Essex et d'Université Côte d'Azur.
- 2.3 Toute modification des spécifications du programme applicable à l'année académique suivante doit être approuvée par le Comité de gestion du programme au plus tard le 31 mars de l'année académique en cours, avant le début du programme.

### **3. Candidatures et admissions au programme**

- 3.1 L'admission minimale et maximale d'étudiants pour le programme doit faire l'objet d'un accord entre les parties. Ces chiffres seront planifiés conjointement par les parties afin d'être compatibles avec les ressources dont chaque partie dispose sur une base annuelle.
- 3.2 Si le nombre d'étudiants potentiels est inférieur au nombre requis par les Parties pour rendre le programme financièrement viable, les Parties peuvent, d'un commun accord, suspendre l'offre de la première année du programme pour l'année scolaire suivante. Afin d'éviter tout doute, tous les autres niveaux des programmes existants continueront d'être fournis par chaque Partie au profit des étudiants déjà inscrits.
- 3.3 Université de Essex et Université Côte d'Azur enregistreront et tiendront à jour les informations relatives aux candidatures de tous les Etudiants qui ont postulé au Programme.
- 3.4 Les candidats seront présélectionnés selon des procédures définies conjointement par le comité de gestion du programme.
- 3.5 Tous les candidats présélectionnés doivent se présenter à un entretien, soit à Université de Essex, soit à Université Côte d'Azur s'ils résident respectivement au Royaume-Uni ou en France. Dans tous les autres cas, un entretien par téléphone ou vidéoconférence sera proposé au candidat.
- 3.6 Conformément aux critères d'admission convenus par écrit et à l'avance entre les parties, les parties seront conjointement responsables de la sélection des candidats étudiants pour le programme. Les parties, agissant par l'intermédiaire du comité de gestion du programme, sont conjointement responsables du respect des critères d'admission publiés conjointement.
- 3.7 En cas de doute sur la maîtrise du français ou de l'anglais ou si un candidat ne peut se présenter à une entrevue, on peut lui demander de passer le test TOEFL ou IELTS pour démontrer sa maîtrise de l'anglais ou le test DALF pour démontrer sa maîtrise du français.

### **4. Reconnaissance mutuelle des grades**

- 4.1 La réussite des deux premières années à Université de Essex, conformément aux règles d'évaluation d'Université de Essex, sera considérée par Université Côte d'Azur comme répondant aux conditions d'admission pour la troisième année de licence.
- 4.2 La réussite de la troisième année à Université Côte d'Azur sera considérée par Université de Essex comme répondant à toutes les exigences du LLB accordé par Université de Essex.

### **5. Évaluations et examens**

- 5.1 Les évaluations et les examens seront effectués conformément aux politiques et règlements pertinents de la Partie où l'étudiant étudie pour l'année académique en cours.
- 5.2 Les deux parties doivent conserver des données sur l'évaluation et les progrès scolaires des étudiants sur leurs campus respectifs.

- 5.3 Les documents d'examen seront préparés par chaque partie, qui sera responsable de leur sécurité et de leur confidentialité jusqu'à ce qu'ils soient requis pour les examens correspondants.
- 5.4 Les copies d'examen et/ou les travaux de cours seront vérifiés et notés conformément aux politiques et procédures du fournisseur du module.
- 5.4 Les résultats des étudiants pour les modules dispensés par Université de Essex seront examinés par le jury d'examen compétent d'Université de Essex et notifiés à Université Côte d'Azur. Les résultats des étudiants pour les modules dispensés par Université Côte d'Azur seront examinés par le jury d'examen compétent d'Université Côte d'Azur et notifiés à Université de Essex. Le processus d'attribution de la bourse sera mené et géré conformément aux politiques et aux règlements pertinents du fournisseur du module et selon l'emplacement des études de l'étudiant.

## **6. Notes et résultats**

- 6.1 Les notes et résultats attribués par Université de Essex pour le LLB seront basés sur les notes de deuxième année obtenues à Université de Essex et les notes de troisième année obtenues à Université Côte d'Azur. Ces dernières notes seront converties selon le tableau de conversion fourni à l'annexe 2 du présent accord. Le jury d'examen d'Université de Essex prendra la décision d'attribution conformément aux règles d'évaluation d'Université de Essex pour le programme telles qu'approuvées par le Sénat d'Université de Essex.
- 6.2 Les notes et résultats de la licence en droit délivrée par Université Côte d'Azur seront basés sur les notes de troisième année obtenues à Université Côte d'Azur. Leur détermination sera faite par le jury compétent d'Université Côte d'Azur, conformément aux règles d'évaluation établies par le Conseil de la Faculté de droit et science politique d'Université Côte d'Azur.

## **7. Rattrapage et sortie du programme**

- 7.1 Un étudiant de première année qui ne satisfait pas aux exigences de poursuite en deuxième année du programme à Université de Essex peut repasser les examens et/ou soumettre à nouveau ses travaux de cours, conformément aux règles d'évaluation d'Université de Essex et à la décision du comité des examinateurs. Un étudiant qui continue de ne pas satisfaire aux exigences pour continuer le programme à Université de Essex, après avoir repassé les examens et/ou avoir soumis à nouveau un travail de cours, devra quitter le programme mais pourra s'inscrire au niveau LLB correspondant à ses résultats ou à un autre programme d'Université de Essex, à condition de satisfaire aux exigences et comme déterminé par les règles d'évaluation et la décision du comité des examens.
- 7.2 Un étudiant de deuxième année qui ne remplit pas les conditions requises pour poursuivre le programme à Université Côte d'Azur peut repasser les examens et/ou soumettre à nouveau ses travaux, conformément aux règles d'évaluation d'Université de Essex et à la décision du Bureau des examinateurs d'Université de Essex. Un Etudiant qui ne remplit toujours pas les conditions requises pour poursuivre ses études à Université Côte d'Azur, après avoir repassé les examens et/ou resoumis ses devoirs, devra quitter le Programme mais pourra :

- 7.2.1 s'inscrire au niveau 6 d'un autre programme d'études à Université de Essex, pourvu que l'étudiant réponde aux exigences ; ou
  - 7.2.2 s'inscrire au niveau 5 d'un autre programme d'études à Université de Essex s'il ne satisfait pas aux exigences pour entrer au niveau 6 ; ou
  - 7.2.3 s'inscrire en 2<sup>ème</sup> année de licence en droit à Université Côte d'Azur.
- 7.3 L'étudiant de troisième année qui ne satisfait pas aux exigences de la licence en droit peut être autorisé à repasser les examens correspondants, conformément à la réglementation d'Université Côte d'Azur. Un étudiant qui après avoir repassé les examens, ne satisfait toujours pas aux exigences de la licence en droit, devra quitter le programme, mais pourra :
- 7.3.1 redoubler la troisième année de Licence en droit à Université Côte d'Azur, puis si l'étudiant le souhaite, entreprendre une dernière année d'études à Université de Essex afin d'obtenir le LLB ;
  - 7.3.2 entreprendre une dernière année d'études à Université de Essex pour obtenir le LLB, à condition que pour ce dernier, les notes obtenues en troisième année de licence en droit soient suffisantes pour satisfaire aux exigences de l'année d'études à l'étranger ; ou s'inscrire à un autre diplôme, à condition de répondre aux exigences requises.

# UNIVERSITÉ DE ESSEX

## Annexe 2

**Tableau de conversion des notes françaises et anglaises**

Université de Essex		Université Côte d'Azur	
Classe	Marquer	Marquer	Classe
	100	20	
	95	19.5	
	90	19	
	85	18.5	
	80	18	
	79	17.5	
	78	17	
	77	16.75	
	76	16.5	
	75	16.25	
	74	16	
	73	15.75	
	72	15.5	
	71	15.25	
<b>1er</b>	<b>70</b>	15	
	69	14.8	
	68	14.6	
	67	14.4	
	66	14.2	
	65	14	
	64	13.8	
	63	13.6	
	62	13.4	
	61	13.2	
<b>2.1</b>	<b>60</b>	13	
	59	12.8	
	58	12.6	
	57	12.4	
	56	12.2	
	55	12	
	54	11.8	
	53	11.6	

	52	11.4	
	51	11.2	
<b>2.2</b>	<b>50</b>	11	
	49	10.9	
	48	10.8	
	47	10.7	
	46	10.6	
	45	10.5	
	44	10.4	
	43	10.3	
	42	10.2	
	41	10.1	
<b>3</b>	<b>40</b>	<b>10</b>	
	39	9.5	
	38	9	
	37	8.5	
	36	8	
	35	7.5	
	34	7	
	33	6.5	
	32	6	
	31	5.5	
	30	5	
	28	4	
	25	3	
	20	2	
	10	1	
	0	0	

## Annexe 3

### PROTECTION DES DONNÉES

- 1 Université de Essex et Université Côte d'Azur conviennent que les dispositions de la présente annexe remplacent toute disposition existante dans le Contrat concernant le traitement des données personnelles.

## **2** Définitions

- 2.1 Dans la présente annexe :

- 2.1.1 «**Responsable du traitement**» a la même signification que dans la législation sur la protection des données ;
- 2.1.2 «**Législation relative à la protection des données**» : la LPD, le RDPPH et toute autre loi applicable relative à la protection des données à caractère personnel et à la vie privée des personnes ;
- 2.1.3 «**personne concernée**» : une personne concernée au sens de la législation relative à la protection des données ;
- 2.1.4 «**Partie divulgatrice**» désigne la Partie qui divulgue des données personnelles à l'autre Partie en vertu du présent Contrat ;
- 2.1.5 «**DPA**» désigne la loi britannique sur la protection des données de 2018 ;
- 2.1.6 «**GDPR**» : le règlement général sur la protection des données (UE) 2016/679 ;
- 2.1.7 «**Données personnelles**» désigne les " données personnelles " (telles que définies dans la législation sur la protection des données) qui sont mises à la disposition du destinataire par la partie divulgatrice dans le cadre du présent accord ;
- 2.1.8 «**Traitement**» a le même sens que dans la législation sur la protection des données et les termes "traitement" et "traité" doivent être interprétés en conséquence ; et
- 2.1.9 «**Destinataire**» désigne la Partie qui reçoit des Données Personnelles de l'autre Partie dans le cadre du présent Contrat.

## **3** Statut des parties

- 3.1 Considérant que Université de Essex est responsable de traitement et Université Côte d'Azur est sous-traitant, et sauf dans les cas prévus à la présente annexe, il incombe au destinataire de déterminer les fins auxquelles les données personnelles seront traitées et la manière dont elles le seront après réception de la partie divulgatrice. En conséquence, le Destinataire reconnaît qu'il devra respecter la Législation relative à la Protection des Données à Caractère Personnel.

- 3.2 Nonobstant la clause 3.1 ci-dessus, la partie divulgateur est responsable de s'assurer qu'elle a fourni tous les renseignements nécessaires aux sujets de données concernés et qu'elle a obtenu leur consentement pour permettre à la partie divulgateur de divulguer les données personnelles au destinataire aux fins du présent accord.

#### **4 Garanties et indemnités**

- 4.1 Le destinataire garantit et s'engage à ne pas enfreindre la législation sur la protection des données, ni faire ou omettre de faire quoi que ce soit qui pourrait amener la partie divulgateur à enfreindre la législation sur la protection des données dans l'exécution de ses obligations en vertu du présent accord.
- 4.2 Le destinataire doit indemniser la partie divulgateur de tous les coûts, réclamations, dépenses (y compris, mais sans s'y limiter, les frais juridiques raisonnables), dommages-intérêts, responsabilités, actions et procédures intentées contre la partie divulgateur par un tiers (y compris, sans s'y limiter, les sujets des données) en raison d'une violation de cette annexe par le destinataire et/ou tout employé, mandataire, consultant ou entrepreneur du bénéficiaire.